

Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!

LA LUTTE DE CLASSES



Numéro 39
15 JUIN 1932
PRIX: 3 FRANCS

Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

Réponse à une infamie:

Trotsky dit: "Votez pour
Thaelmann candidat des tra-
vailleurs".

(Banderolle des oppositionnels
de Leipzig avant les élections
présidentielles.)

S O M M A I R E

L. Trotsky: Le Congrès contre
la Guerre

Etude sur le développement poli-
tique en Allemagne.

Interview de **L. Trotsky** sur la
"Littérature Prolétarienne".

**Le mouvement communiste
international:** Angleterre,
Espagne, Allemagne, Grèce,
Indochine, etc.



Nous poursuivons notre effort pour la parution régulière de notre revue, nos lecteurs doivent comprendre dans quelle mesure la régularité et la continuité de notre parution dépendent de leur collaboration.

S'abonner ! Nous faire connaître les adresses d'abonnés possibles ! Recueillir des abonnements à « la Lutte » est un devoir pour chaque lecteur !

ALEXANDRE ROSANOFF

Dans la dernière correspondance reçue de Moscou, on communique la triste nouvelle d'une nouvelle victime. En exil, est mort le camarade ALEXANDRE ROSANOFF. Membre du Parti depuis 1917, militant héroïque de la fameuse 5^e armée (qui a écrasé Koltchak), militant de l'Opposition depuis 1923, le camarade Rosanoff a été arrêté en 1928 ; gravement malade de la tuberculose avec 40° de fièvre, il a été jeté dans la prison de Butirki, avec des criminels de droit commun, et soumis à des vexations de tout ordre. Déporté ensuite en Sibérie, il était au seuil de la mort. L'appareil stalinien fut contraint de le transférer dans des conditions climatiques meilleures. Là, condamné à la mort, il resta un intransigeant révolutionnaire bolchevik, combattant de toutes ses forces le stalinisme. Après quatre années de déportation, le camarade Rosanoff a péri, victime de la répression thermidorienne.

La même correspondance communique la croissance ininterrompue de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. De toutes nouvelles couches de jeunes ouvriers viennent à l'Opposition. L'ANNEE 1931 S'EST ECOULEE SOUS LE SIGNE DE CENTAINES ET DE CENTAINES DE NOUVELLES ARRESTATIONS ET DEPORTATIONS DE BOLCHEVIKS-LENINISTES. LA MEME CHOSE POUR CETTE ANNEE. Citons entre autres, l'arrestation et la déportation, dans le courant des mois de mars et d'avril, à Sverdlovsk (centre de la région industrielle de l'Oural) de 80 oppositionnels, dont 8 sont transférés dans les isolateurs. Cette arrivée continuelle de nouveaux a une importance décisive. Cela donne de la force aux vieux militants. Et par-dessus tout, cela assure l'avenir de l'Opposition de gauche, qui a encore une grande œuvre historique devant elle. Et c'est justement cette croissance qui explique la haine acharnée de Staline contre l'Opposition de gauche. Les idées de l'Opposition de gauche, envers et contre tout, pénètrent dans toutes les couches de la classe ouvrière et du Parti et dans toute l'Union soviétique.

*
* *

A ces nouvelles que nous recevons de l'Opposition russe, tous les communistes oppositionnels répondront par un redoublement d'efforts pour sauver au Parti bolchevik ses meilleurs combattants.

LETTRE

sur le Congrès contre la Guerre

13 Juin 1932

L. TROTSKY

Chers camarades,

J'ai devant moi le numéro du journal parisien *Monde* du 4 juin. *Monde* est édité par Barbusse et sert à l'heure actuelle comme organe central pour la convocation du « Grand Congrès contre la guerre ». A la troisième page est publié l'extrait de l'appel de Romain Rolland et d'Henri Barbusse. Son caractère et son esprit apparaissent suffisamment dans les phrases suivantes : « Nous appelons tous les hommes, toutes les foules, indépendamment de leurs liaisons politiques, et toutes les organisations ouvrières — culturelles, sociales et syndicales — toutes les forces et toutes les organisations de masses ! Qu'elles se joignent à nous dans le Congrès international de la guerre contre la guerre. »

Suit un extrait de la lettre de Rolland à Barbusse : « Je suis entièrement d'avis que le Congrès doit être ouvert à tous les partis et à tous les sans-parti sur la base commune de la lutte sincère et décisive contre la guerre. » Ensuite, Rolland se dit d'accord avec Barbusse pour placer au premier rang de cette lutte la classe ouvrière.

Plus loin, nous lisons la première liste d'adhésions au Congrès : ce sont tous des écrivains radicaux et semi-radicaux, français et allemands, des pacifistes, des membres de la Ligue des Droits de l'Homme, etc., etc.

Plus loin, nous trouvons l'aphorisme du bien connu Emile Vandervelde : « Partout la guerre provoque... les mêmes explosions de mécontentement révolutionnaire, mais aussi la réaction effrénée du nationalisme fanatique. Il est d'autant plus indispensable que les Internationales unissent plus que jamais leurs forces pour empêcher la guerre. »

Enfin, après les paroles de Vandervelde extraites du journal socialiste *Le Peuple* du 29 mai 1932, nous lisons la citation extraite de l'organe central du Parti communiste français *l'Humanité* du 31 mai 1932 :

« Répondez « Présent ! » à l'appel de Romain Rolland et de Henri Barbusse en participant au Congrès International de Genève. »

Le dernier numéro de la *Vie Ouvrière*, l'organe central de la C.G.T.U. française, publie un article qui se solidarise entièrement avec l'initiative de Rolland et de Barbusse.

Ainsi, le tableau est maintenant parfaitement clair. Le Parti communiste français et l'organisation syndicale qu'il dirige se trouvent derrière le dos des initiateurs du Congrès. Derrière le dos du communisme français se trouve la direction de

l'Internationale Communiste. Il s'agit du danger d'une nouvelle guerre mondiale. Dans la lutte contre ce danger, il faut savoir utiliser aussi les compagnons de route qui sont susceptibles d'être, jusqu'à un certain degré, les plus honnêtes et les plus décidés parmi les pacifistes petits-bourgeois.

Mais c'est de toute façon une question d'un ordre secondaire et même moins encore. L'initiative aurait dû évidemment être prise, devant le prolétariat mondial, par l'Internationale Communiste et par l'Internationale Syndicale Rouge. La question la plus importante est d'entraîner — avec plus ou moins de succès — les masses ouvrières organisées dans la II^e Internationale et dans l'Internationale d'Amsterdam. C'est à cela que doit servir la politique de front unique. La dernière session du Comité exécutif de la II^e Internationale s'est prononcée contre le Japon et « pour la défense de l'U.R.S.S. » Nous connaissons le poids et la valeur de cette défense, dans la mesure où il s'agit d'une décision des chefs. Mais le fait même de cette décision montre la force de pression des masses (la crise et le danger de guerre). L'I.C. aurait dû, dans ces conditions, développer une politique de front unique à l'échelle internationale, c'est-à-dire proposer ouvertement devant la classe ouvrière mondiale, à la II^e Internationale et à l'Internationale d'Amsterdam, un programme précis et rigoureusement pesé de mesures pratiques de lutte contre les dangers de guerre.

Mais l'Internationale Communiste se tait. L'Internationale Syndicale Rouge se tait. L'initiative est abandonnée aux deux écrivains pacifistes, dont l'un — Romain Rolland — est incontestablement un grand écrivain et une personnalité d'envergure, mais un homme qui se trouve en dehors de toute politique, et l'autre — Henri Barbusse — est un pacifiste et un mystique dont on ne sait s'il est communiste ou exclu du Parti communiste, mais qui est toutefois le propagandiste de la fusion des partis communiste et social-démocrate. « Rejoignez-nous », disent Rolland et Barbusse. « Répondez : Présent ! », réplique *l'Humanité*. Peut-on se représenter quelque chose de plus monstrueux, de plus capitulaire et de plus criminel que ce rampelement du communisme officiel devant le pacifisme petit-bourgeois ?

En Allemagne, on déclare inadmissible à l'égard des organisations ouvrières de masse la politique de front unique, qui a pour but de démasquer les chefs réformistes. En même temps, on pratique à l'échelle internationale une politique de front unique dont les premiers pas se transforment en réclame pour les pires traîtres de la galerie des traîtres

réformistes. Bien entendu, Vandervelde est « pour la paix ». Il trouve qu'il est plus intéressant et plus commode pour lui d'être ministre de son roi en temps de paix que pendant la guerre. Et ce sont les aphorismes impudents de ce social-patriote, dont la signature s'étale, si je ne me trompe, sous le traité de Versailles, qui deviennent le programme du « Grand Congrès contre la guerre ». Et l'Humanité prend fait et cause pour cette mascarade perfide et pernicieuse.

En Allemagne, il s'agit de prévenir le pogrome fasciste contre-révolutionnaire qui menace d'une façon directe et immédiate, non seulement la classe ouvrière, mais aussi ses organisations réformistes et même les chefs réformistes. Il s'agit, pour messieurs les social-démocrates, du salaire, du gâteau de l'Etat et même de leur propre peau. Il faut tomber dans l'idiotisme bureaucratique complet pour se refuser à utiliser méthodiquement et systématiquement, dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, la contradiction grande et aiguë entre le fascisme et la social-démocratie.

Dans la question de la guerre, les choses en sont tout autrement. La guerre ne menace nullement d'une façon immédiate les organisations réformistes, surtout leur sommet. Au contraire, comme l'expérience l'a démontré, la guerre ouvre aux chefs réformistes des carrières vertigineuses. Le patriotisme est précisément l'idéologie qui lie le plus étroitement la social-démocratie à sa bourgeoisie nationale. S'il est très probable, même inévitable, que la social-démocratie, en Allemagne, se défende sous telle ou telle forme, dans telle ou telle limite, contre le fascisme, quand ce dernier la prendra à la gorge (et il la prendra), il est par contre absolument exclu que la social-démocratie de quelque pays que ce soit mène une lutte contre sa bourgeoisie dans le cas où celle-ci déclarera la guerre, fût-ce même à l'Union Soviétique. Une campagne révolutionnaire contre la guerre doit, entre autres et surtout, démasquer l'hypocrisie et la pourriture du pacifisme social-démocrate.

Que fait donc l'Internationale Communiste ? Elle interdit d'utiliser l'antagonisme tout à fait réel et profond entre la social-démocratie nationale et le fascisme national et, en même temps, elle se cramponne à l'antagonisme illusoire et hypocrite entre la social-démocratie internationale et son maître impérialiste.

Si, en Allemagne, on interdit le front unique en général, à l'échelle internationale on donne au front unique dès le début un caractère décoratif, de mascarade, sciemment faux et pourri. Se servant de la naïveté idéaliste du très honnête Romain Rolland, tous les flibustiers, tous les arrivistes ratés, tous les ministres socialistes en retraite et les candidats-ministres diront : « Présent ! » Pour eux, un tel Congrès est une ville d'eau où ils rafistoleront leur réputation légèrement défraîchie, après quoi ils pourront se vendre plus cher. Ainsi ont agi les participants de la Ligue Antiimpérialiste. Nous avons devant nous la répétition du Kuomintang et du Comité anglo-russe à l'échelle internationale.

Il y a des pédants qui doutent de la justesse de notre qualificatif de centriste appliqué à la fraction internationale stalinienne. Des gens intoxiqués par des textes mal digérés ne peuvent apprendre sur les faits vivants. Le voilà devant vous, en pleine action, le centrisme idéal, classique, universel : le nez est retroussé à droite, tandis que la queue est encore tournée à gauche. Tracez une ligne du nez à la queue et vous obtiendrez l'orbite du centrisme.

L'histoire est à un carrefour. Le monde entier est à un carrefour. Le centrisme, lui aussi, est à un carrefour. En U.R.S.S., les staliniens continuent encore à bavarder sur la suppression des classes en cinq ans et, en même temps, ils rétablissent le marché. La queue ultra-gauchiste ne sait pas encore ce qu'a décidé la sage tête opportuniste. Dans la politique culturelle de l'U.R.S.S., on fait un tournant brusque à droite. Bien entendu, un tournant silencieux, sans commentaires, d'autant plus menaçant. Il en est de même dans la politique de l'I.C. Pendant que les malheureux Piatnitsky ruminent encore les restes de leur pâture ultra-gauchiste, les Manouïlsky ont déjà reçu des ordres de tourner la tête à droite, sans ménager leurs vertèbres. Jamais, depuis neuf ans, l'absence de principes de la politique des épigones, son vide idéologique et ses roueries pratiques ne se sont manifestés aussi ouvertement et aussi honteusement que maintenant.

Bolcheviks-léninistes !

Dans l'atmosphère mondiale s'accumulent des symptômes d'un grand tournant historique. Il doit aussi s'imprimer dans le sort de notre fraction. Dès maintenant, des tâches d'une importance historique véritablement grandiose nous incombent. La lutte contre la guerre signifie avant tout la lutte contre la mascarade pacifiste et le charlatanisme de la bureaucratie centriste. Il faut engager une campagne impitoyable pour démasquer les contradictions de l'appareil stalinien, dont la faillite est inévitable dans les grands événements qui s'avancent.

La défense de l'U.R.S.S. n'est pas une phrase de salon avec laquelle paradent les amis pas toujours désintéressés de la bureaucratie stalinienne. La défense internationale de l'U.R.S.S. se confond de plus en plus avec la lutte révolutionnaire internationale du prolétariat. Là où l'enjeu est le sang et les destinées de millions d'êtres, il faut la plus grande clarté. Personne n'aide tant l'ennemi de classe que l'appareil stalinien qui, dans la lutte pour les restes de son prestige, sème partout la confusion et le chaos.

Bolcheviks-léninistes !

On exigera beaucoup de vous. Des semaines et des mois s'avancent où chaque révolutionnaire aura à démontrer ce qu'il vaut. Portez les idées du marxisme et du léninisme dans les rangs des ouvriers avancés. Aidez l'avant-garde internationale prolétarienne à se libérer de l'étau de la bureaucratie centriste qui perd la tête. Il ne s'agit pas de peu de choses : il s'agit du sort de l'U.R.S.S. et de la révolution prolétarienne mondiale.

Sur la situation allemande

P. Naville

Nous sommes dans la période brûlante des événements d'Allemagne. Toute l'attention du monde capitaliste, de la social-démocratie, des masses ouvrières est tournée de ce côté. Par la force des choses les communistes aussi sont contraints de s'y intéresser, quoique la fraction dirigeante de l'I.C. fasse tout pour en atténuer l'importance aux yeux des prolétaires. En France, nous avons déjà eu deux exemples de l'incompréhension honteuse des intérêts du prolétariat en Allemagne dans des déclarations de dirigeants responsables du Parti. C'est un membre du collège de rédaction des *Cahiers du Bolchevisme*, revue « théorique » du Parti, qui déclare, approuvé par Semard, que « pour l'I.C., la situation en Allemagne n'est pas au centre des événements mondiaux ». Le secrétaire du 8^e Rayon parisien va plus loin encore : « Il faut savoir faire une retraite stratégique, comme Lénine le fit avec la N.E.P. ». (*La Vérité* du 15 juin). Telles sont les déclarations dans lesquelles le centriste se démasque complètement lorsque l'aile gauche l'accule à ses dernières positions. Quand les organes responsables de l'Internationale Communiste se taisent, rusent avec la situation, il est inévitable que les cadres soient désorientés et démoralisés. Si bien que le simple fait de tracer une perspective révolutionnaire est qualifié tout simplement par eux de « putsch ». Telle est la voie de l'opportunisme, de la capitulation !

L'opposition de gauche lutte depuis deux années pour une perspective juste dans les questions de la révolution allemande. Dès maintenant, l'allure des événements justifie pleinement, aux yeux de l'avant-garde ouvrière, les positions de la gauche. C'est pourquoi il faut redoubler d'efforts pour convaincre la masse du Parti, pour obtenir la libre expression de la fraction de gauche dans les cadres du Parti, pour gagner le Parti à nos solutions, à nos mots d'ordre, c'est-à-dire pour permettre la victoire du communisme en Allemagne.

La Ligue communiste a porté un intérêt considérable aux problèmes de la révolution allemande. Nous avons déjà réussi par un travail ardent à émouvoir certaines couches du parti. *La Vérité* a mené une campagne d'éclaircissement politique sans relâchement. Dans les dernières semaines, notre Commission exécutive a adopté sur les événements récents une résolution qui est reproduite plus loin dans ce numéro de *La Lutte de classes*. Apportons-y ici des commentaires et des éclaircissements.

Première question. Où en est la crise de l'Etat capitaliste allemand? Quel changement s'y est-il

opéré dans les dernières semaines? Il faut apporter une réponse claire à cette question.

Avec la chute du gouvernement Brüning et la venue au pouvoir du gouvernement Papen-Schleicher, les centristes ont été pris de court. Car, si la venue d'Hitler au pouvoir ne constitue pas un changement par rapport au gouvernement Brüning, ainsi qu'ils n'ont cessé de le répéter depuis des mois et des années, alors il est bien clair que le remplacement de Brüning par von Papen ne signifie rien non plus! Et de fait *l'Humanité* a hésité quelques jours, parlant de « cabinet de hobereaux », de junkers, etc., et se montrant incapable d'expliquer l'enchaînement des faits qui ont obligé la bourgeoisie allemande à remercier Brüning, et à charger de nouveaux hommes de préparer directement la voie au fascisme. Ce simple fait, à savoir que le capitalisme allemand manœuvre avec habileté et audace, déroute perpétuellement l'empirisme centriste qui ne voit pas plus loin que son nez. Comment, nous disaient Thaelman, Remmele, Thorez et Semard, la dictature Brüning n'est-elle pas déjà la dictature fasciste? Y a-t-il une différence entre le programme de lutte contre le prolétariat des nazis, et la politique des « ordonnances » de Brüning? L'opposition de gauche et Trotsky ont répondu des centaines de fois à cet argument puéril, prétendument gauchiste. Et maintenant, les faits ont apporté leur réponse, et le centrisme opère ici aussi, avec un grand retard, une rectification à courte vue, mais sans sortir de sa contradiction fondamentale, qui est l'identification de tous les régimes de la bourgeoisie sous l'étiquette du fascisme. C'est-à-dire qu'à son tour, la direction du parti prend conscience du danger, et est obligée de reconnaître, au moins implicitement, que la chute de Brüning signifie un pas capital vers la tentative directe du fascisme de s'emparer du pouvoir dans sa totalité.

Dans l'éditorial des *Cahiers du Bolchevisme* du 15 juin, on trouve sur le changement de situation en Allemagne une seule phrase. La voici : « *L'arrivée au pouvoir en Allemagne de la clique des Junkers marque une étape décisive dans la fascisation du Reich et sa tendance de s'intégrer dans le bloc antisoviétique* ». Aucune explication ne vient éclaircir cette formule extrêmement confuse.

C'est déjà quelque chose de voir reconnaître que l'action du gouvernement von Papen constitue une « étape décisive ». Car si véritablement ce nouveau pas a un caractère « décisif », c'est qu'il modifie d'une façon *essentielle* la situation antérieure, et qu'il prépare une *nouvelle* situation. Cela équivaut donc à reconnaître, au moins superficiellement, que

le gouvernement Brüning ne représentait pas encore le fascisme à la direction politique de l'Etat, et que le gouvernement Papen ne le représente pas encore non plus dans sa forme complète, mais qu'il lui prépare ouvertement la voie. Cependant, on ne peut nullement se contenter d'une formule aussi équivoque, qui semble surtout jetée là comme une notation journalistique et non comme un argument lié à l'enchaînement rigoureux d'une analyse marxiste.

D'abord, peut-on parler simplement de l'arrivée au pouvoir de la « clique des junkers » ? Ici réside l'erreur qui consiste à caractériser le gouvernement d'après sa composition individuelle, et non d'après sa fonction de classe. La presse « démocratique » allemande a défini le cabinet von Papen comme le « cabinet de barons ». La presse socialiste française, et même *l'Humanité*, a repris le même argument. Mais, en réalité, von Papen, von Gayl, von Neurath et autres ne sont pas au gouvernement en tant que barons, ou en tant que hobereaux ; ils y sont en tant que représentants de la bourgeoisie des trusts, de l'I.G. Farbenindustrie, de Krupp, des magnats de l'acier et du charbon, etc. La question n'est donc pas tant de savoir ce que sont les hommes, mais pourquoi les couches dirigeantes de la bourgeoisie se sont séparées de Brüning et de son équipe, pour mettre en avant, au moment où les cadres organisés du fascisme s'apprentent, les généraux de la Reichswehr et l'équipe von Papen.

Il n'y a à cela qu'une réponse : la crise inouïe du capitalisme allemand entraîne la nécessité pour la bourgeoisie d'écraser la classe ouvrière et de la réduire dans un état d'esclavage sans précédent. Pour cela, il fallait rejeter tous les groupements et partis qui trouvaient un appui dans les formations de la classe ouvrière quelles qu'elles fussent, rompre les ponts ouvertement avec la « démocratie », et préparer l'entrée en scène directe du fascisme. Le renversement du cabinet Braun en Prusse rejetait la social-démocratie dans « l'opposition », malgré ses lamentations et son attachement organique à l'appareil de la démocratie bourgeoise. La conséquence fut la chute de Brüning, membre, avec Stegerwald, ministre du Travail, du Parti du Centre, qui a une forte base dans les syndicats chrétiens, et qui gouvernait le Reich, avec l'appui entier de la social-démocratie. La dernière conséquence fut le renvoi du Reichstag.

Ainsi, le processus tout entier s'éclaircit. La « baronnie » n'est dans toute l'affaire qu'un aspect anecdotique. En réalité, ainsi que le dit notre résolution, « le rejet du gouvernement Brüning après la chute du cabinet social-démocrate prussien, représente le premier pas vers l'offensive déclarée, non seulement contre le P.C. et les organisations révolutionnaires, mais aussi contre la social-démocratie, les syndicats libres, et les syndicats chrétiens sur lesquels s'appuie partiellement le Parti du centre. »

Ensuite, les *Cahiers* parlent d'une étape dans la « fascisation » du Reich. Si l'on veut dire par là que le gouvernement von Papen prépare la venue du fascisme au pouvoir, rien de plus juste. Mais si cette formule vague signifie — et c'est probablement le

cas — que von Papen est un peu plus fasciste que ne l'était Brüning, et un peu moins que ne le sera Hitler, alors on retombe, ou plutôt on se maintient, dans l'appréciation erronée du fascisme donnée depuis longtemps par le centrisme. Selon Staline, Thaelman et Cie, tout ce qui n'est pas stalinien est fasciste à différents degrés. Ainsi l'arc-en-ciel va du « social-fascisme » au moins fasciste von Papen et au plus fasciste Hitler. Tel est le processus de « fascisation ». Et c'est justement ce schéma funeste, cent fois démasqué par l'opposition de gauche, qui révèle l'inconsistance de l'empirisme centriste qui finit, lorsqu'il a le nez sur la difficulté, par reconnaître que von Papen n'est pas la même chose que Brüning, mais qui est cependant incapable d'expliquer pourquoi il en est ainsi, et se contente des phrases creuses sur les « junkers » et la « fascisation ».

Enfin, il faut relever l'affirmation finale suivante : Le gouvernement Papen marque une étape dans la tendance du Reich à « s'intégrer dans le bloc anti-soviétique ». Nous avons ici une forme achevée de la conception du national-bolchevisme qui a inspiré toute la politique de l'I.C. dans la question allemande. D'après les *Cahiers*, c'est seulement maintenant que « le Reich » a tendance à se dresser contre l'Union Soviétique. Cela ne veut pas dire autre chose que ceci : jusqu'à présent l'Allemagne n'était pas « intégrée » dans le front antisoviétique (1), c'est-à-dire qu'elle avait vis-à-vis de l'U.R.S.S. une attitude plutôt bienveillante, ou tout au moins neutre. Cette idée se complète de la façon suivante : S'il y a un bloc antisoviétique, il y a aussi un « bloc soviétique », ou tout au moins un groupe d'Etat « Amis de l'U.R.S.S. » ou liés à elle par des traités d'amitié. Cette appréciation découle de la politique de Staline-Litvinov ; elle est à rejeter entièrement car elle sème des illusions dans l'esprit de la classe ouvrière. A l'heure actuelle, le danger principal pour l'Union Soviétique, c'est la défaite révolutionnaire en Allemagne. Voilà ce qu'il faut dire clairement. La hardiesse de von Papen aujourd'hui, d'Hitler demain, dans leurs menaces contre l'U.R.S.S., vient de leur audace croissante, de leur progrès dans la réalisation du plan d'esclavage, de destruction et d'écrasement de la classe ouvrière.

Tel est le sens international de l'offensive fasciste allemande et de la lutte de la classe ouvrière en Allemagne. L'enjeu n'est pas seulement en Allemagne. C'est la classe ouvrière internationale, c'est l'U.R.S.S., dont le sort dépendent pour un long temps de la lutte qui se déroule entre l'Oder et le Rhin.

(1) Sur ce point, les *Papiers de Stresemann*, récemment publiés, apportent une série de matériaux du plus haut intérêt. Il en ressort nettement que la bourgeoisie allemande n'a jamais cessé de faire de ses « bons rapports » avec l'U.R.S.S. une base de chantage vis-à-vis de la France et de la Pologne. Sa place dans le front antisoviétique n'était pas en cause, mais seulement son rôle.

Deuxième question, qui est au centre de la situation. C'est la *réalisation du front unique prolétarien*. Sur ce point aussi, notre résolution fixe à nouveau les idées de l'opposition. Nous avons mené sur cette question une lutte acharnée. Dans la brochure *Et maintenant?*, Trotsky écrivait : « Il y a dix ans, l'I. C. expliquait le fond de la politique du front unique dans ce sens que le Parti communiste montre aux masses et à leurs organisations sa volonté réelle de mener avec elles la lutte, ne serait-ce que pour les buts les plus modestes, si ces buts se trouvent sur la voie du développement historique du prolétariat : le Parti communiste compte dans cette lutte avec l'état réel de la classe ouvrière à chaque moment donné ; il s'adresse non seulement aux masses, mais aussi aux organisations dont la direction est reconnue par les masses ; il *confronte, aux yeux des masses, les organisations réformistes avec les tâches réelles de la lutte de classe*. En révélant effectivement que ce n'est pas le sectarisme du Parti communiste, mais le sabotage conscient de la social-démocratie qui sape le travail commun, la politique du front unique accélère le développement révolutionnaire de la classe » (p. 23).

Que les camarades réfléchissent attentivement à la deuxième partie de la citation, imprimée en italiques. Les dirigeants centristes s'acharnent à faire croire que l'opposition exige l'unité de programme avec la social-démocratie, et par conséquent que notre proposition équivaut à soutenir la trahison social-démocrate. Mais cette calomnie consciente ne tient pas devant les faits. Le front unique consiste à grouper les masses sur des objectifs transitoires précis, *malgré la direction réformiste*. Bien que la social-démocratie allemande doive être dispersée par le fascisme (comme la social-démocratie italienne), qui absorbera du reste un certain nombre de ses éléments, elle s'accroche désespérément aujourd'hui au terrain de la démocratie bourgeoise, de la constitution de Weimar, qui pourtant se dérobe sous ses pieds. Mais ce n'est pas cela qui résout la question.

Ce qui est important c'est que les ouvriers, qu'ils soient réformistes, ou chrétiens, veulent résister à la déchéance totale à laquelle les voue le fascisme. Or, ces millions d'ouvriers, dont la conscience de classe est mal éveillée sentent d'instinct que leurs organisations de classe, syndicats, bourses du travail, coopératives, imprimeries, etc., sont directement menacées par le fascisme. Ils sont prêts à réaliser un front commun de défense prolétarienne avec les révolutionnaires, les communistes. Le parti socialiste ouvrier a même fait de cette revendication l'article essentiel de son programme. Mais, néanmoins, ils conservent encore une confiance, au moins passive, en leurs propres dirigeants. Le seul moyen de les unir à nous c'est donc de s'adresser à leurs organisations, de leur proposer, sans aucune abdication de programme, une lutte commune, pour des objectifs déterminés. Et c'est au cours de la lutte que les dirigeants réformistes se démasqueront, et que la direction communiste, qui ne cessera pas d'exercer sa critique, gagnera la confiance des masses ouvrières. C'est, écrit le camarade Trotsky, « la confron-

tation, aux yeux des masses des organisations réformistes avec les tâches réelles de la lutte de classes. »

La social-démocratie allemande est actuellement écartelée entre la volonté de lutte des ouvriers, et la volonté de capitulation de la bureaucratie dirigeante. Elle ne maintient ses positions que grâce à la tactique absurde du Parti communiste, qui lui permet de manœuvrer avec une certaine aisance. Mais l'action de front unique réel du parti la mettrait au pied du mur, ferait éclater ses contradictions, entraînerait les ouvriers derrière les drapeaux communistes.

Le 15 juin, la presse a annoncé que les syndicats réformistes allemands, qui groupent encore plus de 4 millions d'ouvriers, ont lancé un appel à la classe ouvrière. Bien entendu, cet appel est plein de formules « démocratiques » sur la nécessité d'une « concentration nationale » pour sortir de la crise, etc. Néanmoins, il est obligé de constater que le gouvernement von Papen « déclare la guerre » au prolétariat, et qu'il veut lui reprendre les conquêtes de 50 années de lutte et il termine par une affirmation importante : « *Travailleurs allemands, contre ce gouvernement qui veut faire revivre l'esprit du passé, il faut dresser toutes les résistances ouvrières.* » Bien entendu, *l'Humanité* ne dit rien de cet appel. Mais nous, nous disons au contraire qu'il est une nouvelle preuve qu'une action concertée de défense ouvrière, sérieusement étudiée, bouleverserait aujourd'hui la situation, et, comme l'écrivait Trotsky, « la bourgeoisie monopolisatrice verrait immédiatement que jouer avec la dictature de Hitler signifie jouer avec le feu de la guerre civile, feu dans lequel risquent de brûler aussi des valeurs autres que des valeurs papiers ».

Il faut prendre les dirigeants des syndicats au mot ! Le parti peut s'adresser à la classe ouvrière, et aux syndiqués, de haut en bas de l'organisation. *Votre organisation*, dirait-il, déclare qu'il faut dresser « toutes les résistances ouvrières », contre l'attaque de la bourgeoisie ; dressons un plan d'opérations communes, organisons l'action en commun, et bien entendu nous réservons le plein droit de notre parti à la critique de cette action commune. C'est alors que les dirigeants social-démocrates seraient obligés d'entrer dans l'action sous le feu impitoyable de la critique communiste, ou de se démasquer, de s'avouer comme les véritables diviseurs de la classe ouvrière alors que nous voulons l'unir pour la lutte.

L'action de front unique elle-même pourrait s'élargir, et prendre la forme d'une préparation de grèves générales qui permettraient, en redonnant à la classe ouvrière de la cohésion, de la confiance, de l'initiative, de poser les problèmes les plus importants — ceux du pouvoir. C'est dans ce sens que notre résolution affirme que la pratique léninienne, bolcheviste, du front unique transformerait la situation, et que l'avenir révolutionnaire dépend pour une large part de savoir si le Parti communiste pourra et saura, même dans les circonstances les plus pénibles, reviser sa tactique dans ce sens.

Nous ne voulons pas dire par là que l'acceptation par la social-démocratie de la lutte commune soit une condition *sine qua non* de victoire. La lutte doit être engagée de toute façon, par tous les moyens possibles pour que nous puissions gagner la confiance de millions d'ouvriers, mais dans les circonstances historiques actuelles, subordonner la lutte à l'unité de front préalablement établie avec la social-démocratie, seuls des droitiers et des opportunistes le peuvent. Cependant, d'autre part, seuls des criminels peuvent refuser d'employer l'arme redoutable du front unique au moment où l'histoire impose la lutte armée de tout le prolétariat contre le fascisme comme la première condition de la victoire.

L'opposition de gauche allemande a défini un programme précis de front unique pour la période actuelle, dont voici la conclusion :

« 1° Repousser le fascisme par la force armée. Création de groupes de défense rouges à l'usine, aux permanences de pointage et dans les quartiers ouvriers, afin de repousser les assauts et les expéditions punitives fascistes.

« 2° Contre la diminution des salaires et des allocations. Création de cartels locaux, à l'usine et à l'échelle nationale, consistant en conseils d'usine et comités de chômeurs, pour riposter par la grève à la diminution des salaires et des allocations. Rouvrir les usines fermées, et contrôler la production. Réalisation d'un plan de collaboration économique entre l'Allemagne et l'U.R.S.S.

« 3° Lutte contre la guerre. Empêcher par la grève toute production de matériel de guerre et transport d'armes.

« 4° Le congrès national de ces cartels se prépare à répondre par la grève générale aux actes terroristes de Hitler et à la prise du pouvoir par lui, aussi bien à l'échelle locale que nationale. Election par ce congrès d'un Conseil national des conseils d'usine et des comités de chômeurs, comme première action commune pour une démonstration du P.C., du parti social-démocrate et des syndicats libres, le x juin, avec les mots d'ordre suivants :

« Contre le fascisme et la dictature des généraux ;
« Contre toute diminution des salaires et des allocations ;

« Pour la journée de 7 heures avec compensation des salaires. Pour le contrôle ouvrier de la production. Pour un Conseil national des conseils d'usine et de chômeurs.

« Pour la défense de l'Union Soviétique. »
(*Permanente Revolution*, 15 juillet.)

Et la lutte commune sur ce programme n'est-elle pas possible ? Que les centristes relisent certains de leurs textes, car il leur arrive de laisser la vérité sortir de leur encier : « La masse, disent encore les adversaires du front unique, ne comprendra jamais que l'on fasse des accords avec ceux que l'on dénonce quotidiennement comme des traîtres à la classe ouvrière. En réalité, ces éléments attribuent à la « masse » leur propre incompréhension, et leur propre sectarisme ». Bravo, camarade Ferrat ! Qui se douterait que cette affirmation mille fois juste

est extraite de l'Histoire du Parti communiste français, page 113 ?

De fait, depuis la venue de von Papen au pouvoir, les dirigeants de l'I.C. ont fait mine de reviser la tactique sur ce point. Smoliansky écrit textuellement : « Le Parti doit constituer le front unique du prolétariat sur la base des questions brûlantes de la vie ouvrière. Menant la lutte contre la réduction des salaires, contre la diminution des allocations des assurances sociales, contre les persécutions à l'égard des organisations ouvrières, le parti appelle les grandes masses ouvrières à participer à la lutte et est prêt à marcher avec TOUTE ORGANISATION voulant mener cette lutte de front avec le Parti. » (*Internationale Communiste*, 1^{er} juin, p. 468.)

Où cette affirmation n'a aucun sens, ou bien elle constitue au moins un commencement de révision de la tactique précédente, puisqu'on accepte de marcher avec d'autres organisations. Mais toute la question est de savoir quelles conditions le Parti mettra à cette action commune, c'est-à-dire en somme quel programme il proposera aux autres organisations. Et il ne semble pas décidé à proposer un programme utile, en faisant en toute clarté le changement de front nécessaire.

C'est ce que révèlent les explications embrouillées des derniers appels du C. C. du Parti allemand. Après la chute du gouvernement Brüning, le C. C. a publié une déclaration dans laquelle on lisait : « Le Comité Central renouvelle son offre et son appel sincère aux ouvriers social-démocrates, aux ouvriers des syndicats réformistes et chrétiens, aux ouvriers de la Bannière du Reich et de toutes les organisations de masse, de lutter côte à côte avec les communistes, avec l'O.S.R. sous le signe de la lutte antifasciste et d'établir le front unique rouge de combat contre l'ennemi de classe. » En apparence, cette formule sous-entendait sans aucun doute qu'il fallait préparer la voie à une entente avec les organisations réformistes et chrétiennes. Par ailleurs nous avons vu que Smoliansky n'hésitait pas à proposer une entente avec les autres organisations ouvrières.

Toutefois, ce début de « tournant » semble déjà enrayé. Le Parti veut bien proposer (tout au moins nous trouvons un certain nombre de déclarations dans ce sens) une entente provisoire avec les organisations réformistes, mais sur quel programme ? Toute la question est là. Affirmer la nécessité du front unique sans proposer un programme précis et net, sur lequel puisse se réaliser la lutte commune, sans examiner dans les moindres détails comment pourrait être réalisé ce programme, sans mener une action entraînant, acharnée auprès des syndicats, groupes locaux, sections social-démocrates, directions régionales et nationales, sans préparer une lutte commune pour les comités d'usine, sans préparer des démonstrations et meetings communs, c'est en réalité se moquer du front unique. Si bien que les semaines dernières ne semblent pas avoir apporté en fait un changement réel dans la tactique du P.C.A.

Tout récemment a été publié un discours de

Thaelman à une conférence de cadres (voyez la *Correspondance Internationale* du 15 juin). Ce discours montre justement que Thaelman n'a rien appris. Il déclare que « le gouvernement von Papen, exactement comme le gouvernement Brüning, ne saurait exister qu'à l'aide de la social-démocratie et des syndicats libres (A.D.G.B.)... La politique du P.S.A. n'a pas changé, mais seulement les formes et les méthodes de ses manœuvres pour détourner les masses du combat révolutionnaire. Il n'y a donc aucune raison pour le Parti communiste de modifier sa stratégie révolutionnaire. Au contraire, l'aggravation de la terreur fasciste dans les méthodes gouvernementales de la bourgeoisie oblige le parti révolutionnaire du prolétariat... à porter avec une énergie encore plus grande son coup principal contre la social-démocratie, pour détacher les ouvriers social-démocrates, syndicalistes réformistes et de la Bannière du Reich de leurs chefs social-fascistes afin de renforcer le front antifasciste de masse. »

Nous retrouvons ici l'ancienne théorie du « social-fascisme » poussée à son plus haut degré d'absurdité. Car il est bien clair que si la social-démocratie est actuellement le principal soutien de von Papen, elle le sera aussi de Hitler ; et dans ces conditions on ne comprend plus du tout pourquoi les fascistes menacent non seulement les communistes, mais aussi les réformistes. Il faut sortir une bonne fois de cette équivoque ! Il est évident qu'en retenant la classe ouvrière de lutter, la social-démocratie facilite la tâche du fascisme, bien qu'elle doive aussi périr par sa main. Mais cela ne signifie pas que le réformisme soit un appui déclaré, positif, pour le fascisme dans la période actuelle. Car alors, il faut tirer une autre conclusion : c'est que par sa fausse tactique (comme par exemple le vote avec les fascistes lors du plébiscite de Prusse), par son refus de réaliser réellement le front unique, par sa demi-passivité, la direction centriste du Parti communiste facilite aussi considérablement le jeu au fascisme.

*
* *

Dans le même discours que nous avons cité, Thaelman déclare : « Le C.C. a posé, dans son dernier manifeste, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, qui signifie que dans le moment présent il faut attaquer dans notre propagande le but final de la lutte de classe prolétarienne contre toutes les formes de la dictature de la bourgeoisie. »

Nous avons ici la première manifestation du fait que la direction du Parti est maintenant contrainte de donner une réponse au problème du pouvoir. Le fascisme s'apprête ouvertement à s'emparer de la direction de l'Etat. Von Papen, qui lui prépare la voie, a dissous le Reichstag en espérant que celui qui sera élu au mois de juillet sera une simple assemblée consultative, sous la direction des fascistes. Dans ces conditions, les organisations de la classe ouvrière n'ont-elles pas pour devoir de poser elles aussi en toute clarté les problèmes du pouvoir ? Il faut dire que jusqu'à présent ce pro-

blème est resté absent de la tactique du Parti communiste. Depuis deux ans toute perspective de gouvernement prolétarien, d'instauration de la dictature ouvrière avait disparu, au profit des formules opportunistes de la « Révolution populaire » et de l'appel sans contenu et purement gratuit pour une Allemagne soviétique.

Aujourd'hui, le C.C. pose à nouveau la question. A la dictature de la bourgeoisie, il oppose la dictature prolétarienne et l'agitation immédiate pour le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan ». Très bien. Malheureusement, ici encore, nous avons à faire à une dangereuse équivoque.

Premièrement : la situation actuelle exige non seulement la propagande générale pour le mot d'ordre d'un gouvernement prolétarien, mais aussi l'agitation immédiate pour un tel gouvernement sur la base d'un programme défini. Sans quoi, au milieu du chaos, de la désorganisation croissante de l'économie, de la situation littéralement désespérée faite aux masses travailleuses, l'idée d'un gouvernement prolétarien reste purement abstraite et aussi peu réelle que la « démocratie » prônée par les réformistes. Deuxièmement : il faut repousser résolument pour l'Allemagne la formule du « gouvernement ouvrier et paysan » qui laisse croire à la possibilité d'un gouvernement de dictature prolétarienne qui s'appuie sur plusieurs classes qui réalisent entre elles un équilibre et des compromis dangereux, en un mot, qui recommence non seulement l'expérience fatale du gouvernement de Saxe en 1923, mais encore l'expérience cent fois plus cruelle du gouvernement de Wou-han en 1928.

Une question de cette ampleur ne peut pas être traitée d'une façon générale et dogmatique. Notre résolution se borne à indiquer sous quelle forme se pose la question du pouvoir prolétarien, au cours des luttes de défense économique et antifascistes actuelles, et dans l'agitation pour la réélection du Reichstag. Elle affirme que la perspective du gouvernement prolétarien signifie directement la perspective du renversement de la bourgeoisie, car le programme d'un gouvernement ouvrier, même en admettant la coalition, au moins temporaire, avec d'autres partis, doit faire les pas décisifs pour le renversement de l'ordre capitaliste, c'est-à-dire pour passer, dans un bref délai, à l'instauration implacable de la dictature prolétarienne. Un programme de désarmement des fascistes et des organisations bourgeoises, d'armement des ouvriers, de nationalisation des grandes industries et des transports, de large soutien aux chômeurs, d'accord économique et politique étroit avec l'Union Soviétique, etc., ne pourrait pas avoir d'autre sens.

*
* *

L'heure presse. Les problèmes que nous soulevons ici doivent être mis à l'ordre du jour de tout le Parti. Nous continuerons à les examiner ; nous forcerons la passivité de la bureaucratie stalinienne, nous permettrons ainsi à l'action marxiste d'ouvrir la voie à la victoire.

15 juin 1932.

Résolution de la Commission Exécutive de la Ligue Communiste sur la situation allemande

I

L'opposition de gauche internationale a placé au premier plan, dès les élections de 1930, le problème de la révolution en Allemagne. Avec l'accélération de la crise nationale et internationale de l'Allemagne, la tension croissante des rapports de classe, la montée puissante du fascisme, le début d'un recul de la social-démocratie et la progression faible et par soubresauts du Parti communiste, la « situation allemande » est devenue, en l'espace de deux ans, le pivot de l'ébranlement de l'Europe impérialiste, et par là du monde. « La clé de la situation internationale est en Allemagne », tel fut l'appel lancé dans les rangs du Parti et du prolétariat par l'opposition de gauche.

La situation actuelle, caractérisée par le fait que le fascisme est tout près de se saisir du pouvoir en Allemagne, justifie entièrement la position adoptée dans les dernières années, aux différentes étapes de la lutte, par l'opposition de gauche. (Lutte pour les mots d'ordre clairs de la révolution prolétarienne, opposée à la « révolution populaire », tactique léniniste du front unique ouvrier contre le fascisme ; critique de la tactique syndicale du Parti ; opposition à la politique criminelle suivie par le centrisme à l'occasion du « plébiscite » en Prusse, etc., etc.)

II

Le départ du gouvernement Brüning-Groener et son remplacement par le gouvernement von Papen-Schleicher représente une étape décisive avant la tentative directe du fascisme de s'emparer à lui seul de la machine de l'État. Dès à présent, les couches décisives du capitalisme allemand ont retiré leur confiance à tout gouvernement qui s'appuierait encore en partie sur des organisations de la classe ouvrière. C'est ainsi que le rejet du gouvernement Brüning après la chute du cabinet social-démocrate prussien représente le premier pas vers l'offensive déclarée, non seulement contre le P.C. et les organisations révolutionnaires, mais aussi contre la social-démocratie, les syndicats libres et les syndicats chrétiens, sur lesquels s'appuie partiellement le parti du Centre.

Le gouvernement von Papen, qui vient aussitôt nommé de dissoudre le Reichstag, est le gouvernement qui, utilisant les derniers débris de la Constitution de Weimar, tente de bernier le prolétariat et fraye l'accession du fascisme au pouvoir en frappant les masses travailleuses et en assurant l'élection d'un nouveau Reichstag comportant un bloc fasciste élargi. Il a l'appui entier du grand capital. Sa première déclaration proclame un tournant dans la politique intérieure et extérieure. « A bas le bolchevisme et la classe ouvrière ! »

« A bas la Russie soviétique ! », tels sont ses mots d'ordre. Ce sont ceux qui serviront précisément demain, s'il parvient au gouvernement, au fascisme lui-même.

III

En même temps qu'il prépare la réélection du Reichstag « en conformité avec la volonté exprimée de la nation », von Papen et la clique fasciste-militaire dirigeante rétablissent les sections d'assaut fascistes, et leur contrôle par le ministère de la Reichswehr ; c'est-à-dire qu'il se prépare à faire des organisations fascistes armées l'armature réelle de l'État allemand dans sa lutte sauvage contre le prolétariat. Toutes ces manœuvres méthodiques et souples montrent aussi que le capitalisme, malgré sa décision arrêtée, redoute le moment où la guerre civile quittera le terrain des collisions circonscrites et intermittentes pour prendre la forme de luttes de masses déclarées.

IV

Le fascisme approchant du pouvoir, voit grandir en son sein les dangers de désagrégation. La caractéristique du fascisme allemand, répétant dans une situation originale le processus de croissance du fascisme italien, est l'hétérogénéité de sa composition sociale, de ses méthodes et de ses objectifs. La tête et la direction est constituée par le capital financier ; mais le corps entier s'appuie sur et exploite un mouvement de protestation de couches petites-bourgeoises et semi-prolétariennes, dressées en aveugles, sans orientation de classe autonome contre l'oppression, la misère et la déchéance. Les cadres sont constitués en grande partie d'éléments plus ou moins déclassés (anciens militaires, fonctionnaires, commerçants, chômeurs). Or, le capital financier, qui soutient le parti national-socialiste est dès à présent obligé de lui faire appliquer sa politique de plus en plus ouvertement. Tout le radicalisme « anticapitaliste » verbal de Hitler disparaît. Il ne reste que l'aveu d'une politique de destruction antiouvrière, les négociations avec la France et la Pologne contre la Russie soviétique. Tel est le fond de la politique des nazis, qui ne continuent à s'abriter derrière des formules telles que l'abolition du traité de Versailles, du plan Young, la restitution du corridor polonais et de Dantzig, etc., que pour mieux tromper le peuple et dans la mesure où ce sont des revendications de la bourgeoisie qui peuvent lui servir de négociations avec les impérialismes mondiaux dans les prochains débats internationaux.

C'est ce danger, qui peut devenir mortel pour le fascisme, qui lui commande et sa démagogie verbale, et son audace.

V

Malgré le passif considérable accumulé au compte de la classe ouvrière par les trahisons honteuses et répétées de la social-démocratie et par la tactique funeste des centristes allemands, un changement d'orientation peut encore modifier profondément les rapports de forces et renverser la situation. Tout l'effort de l'opposition de gauche doit être porté dans ce sens.

La menace d'agression décisive du fascisme rend brûlante la nécessité d'une action immédiate concertée et générale du prolétariat. Tout retard dans la préparation politique et organisatoire de cette lutte, toute barrière ou obstacle formel qu'on lui oppose, est une atteinte criminelle aux intérêts du prolétariat allemand, de l'Union Soviétique, des prolétaires de tous les pays. Le seul qui peut profiter de l'insuffisance d'action du prolétariat, c'est le fascisme; celui qui s'oppose ouvertement ou hypocritement à cette action, quelle que soit l'étiquette derrière laquelle il s'abrite, sert en réalité la cause du fascisme.

Le prolétariat veut se défendre. Les ouvriers, qu'ils soient communistes ou social-démocrates, ou chrétiens, qu'ils militent dans les syndicats libres ou catholiques, sentent avec un sûr instinct de classe que le fascisme est leur ennemi commun. Ils ne demandent qu'à être encadrés et dirigés en commun, contre l'ennemi qui menace d'égorger leurs chefs, de détruire leurs organisations et de les réduire à un esclavage qui n'aurait de comparaison possible avec celui d'aucune autre période de l'époque capitaliste. Aux formules et aux méthodes qui stérilisent l'activité du prolétariat et dont le but concret est de rejeter la responsabilité sur la « boutique d'en face », il faut opposer et substituer les formules et les méthodes qui rendent possible une plus large et plus vigoureuse action contre le fascisme. C'est dans l'action que le prolétariat reconnaîtra les siens.

VI

C'est sur la base de la menace fasciste immédiate et de la volonté du prolétariat de se défendre que se pose aujourd'hui le problème du *front unique*. La résolution de ce problème est une question capitale à l'heure actuelle pour le prolétariat allemand. C'est de la façon dont on appliquera dans les jours qui viennent la tactique du front unique que dépend largement l'avenir de l'Allemagne.

La condition nécessaire à l'application juste de la tactique du front unique, ce n'est pas seulement l'abandon de la théorie du « social-fascisme », mais c'est aussi une juste appréciation des forces en présence et du danger immédiat. Aux formules vides et fausses de Thaelman, qui considère « la social-démocratie comme le principal danger » et le fascisme comme « l'arbre qui empêche de voir la forêt social-démocrate », il faut substituer la notion de la réalité qui éclate aux yeux, c'est-à-dire que le danger immédiat et mortel pour le prolétariat allemand, c'est le fascisme. C'est dans la mesure

où le Parti comprendra cette vérité qu'il sera capable d'un effort sérieux et profitable dans la tactique du front unique, c'est dans cette mesure qu'il pourra devenir le puissant moteur et dirigeant de l'action antifasciste du prolétariat allemand.

VII

Le front unique que le Parti doit proposer à tout le prolétariat et à toutes les organisations de la classe ouvrière allemande, c'est un *front unique de combat*. Il ne suffit nullement de faire miroiter des « châteaux en Espagne » aux yeux du prolétariat, mais il s'agit de poser devant lui, dans toute leur force et leur crudité, les problèmes de la lutte réelle, concrète, « matérielle », contre le fascisme. Au sein des usines, dans chaque atelier, dans chaque ville, dans chaque rayon, dans chaque maison et village doivent surgir, s'organiser et agir des formations du front unique de combat du prolétariat allemand. Toute l'Allemagne doit être recouverte des formations prolétariennes du front unique de combat.

Tout en faisant le plus grand effort pour soustraire au fascisme et les ramener au prolétariat les éléments prolétariens et travailleurs fourvoyés par la démagogie fasciste, il est nécessaire que le prolétariat rende *partout* l'air irrespirable au fascisme. Il faut frapper, démoraliser, disperser les bandes fascistes. Il faut que quiconque soutient le fascisme se sente menacé par l'action du prolétariat.

A cet effet, la propagande et l'agitation la plus claire et la plus fraternelle doit être menée envers les ouvriers social-démocrates et chrétiens. La grande masse de ces ouvriers, trompés par leurs chefs et n'ayant d'autre perspective devant elle, se laisse encore bernier par le préjugé de la démocratie formelle, de la démocratie bourgeoise. Elle croit que la lutte décisive entre le fascisme et le prolétariat se déroule sur la base de la « démocratie » et au moyen du bulletin de vote. A cette masse d'ouvriers, qui se chiffre par millions, il faut ouvrir les yeux en lui expliquant les faits et en lui démontrant que les libertés ouvrières peuvent être conquises et défendues non avec le bulletin de vote, mais par l'action réelle, combative, du prolétariat. Le bulletin de vote n'a de valeur que s'il exprime des forces effectives agissantes dans le pays. La valeur des bulletins de vote, même en régime de démocratie, n'est pas statistique, mais politique, c'est-à-dire qu'elle dépend de la force, de la cohésion, de la capacité d'action du prolétariat. Cela signifie que particulièrement dans la situation actuelle de l'Allemagne, plus le prolétariat frappera contre le fascisme dans le pays, plus il saura marcher uni et combattre en même temps les armes à la main, contre son ennemi, plus sera grand le poids politique des bulletins de vote qu'il déposera au moment des élections.

Le P.C. ne doit pas ruser avec l'idée du front unique, mais proposer clairement, ouvertement, publiquement, aux organisations social-démocrates, réformistes et chrétiennes, l'organisation des actions de défense et de combat communes.

VIII

L'action particulière, sur le lieu du travail ou dans les localités, du prolétariat allemand contre le fascisme, pour pouvoir s'élargir et se développer rapidement, doit s'encadrer dans la perspective d'une action générale et simultanée de tout le prolétariat allemand. Cette perspective, c'est la *grève générale de combat contre le fascisme*.

Le but immédiat de la grève générale pourra être déterminé au moment opportun, en prenant en considération la situation politique concrète et les rapports de forces existantes. Mais ce qu'il faut, dès maintenant, c'est préparer par l'agitation, l'organisation et l'action qui ne doit permettre aucun répit à l'adversaire, la grève générale de combat contre le fascisme. A la condition de bien le poser et de bien l'expliquer, c'est-à-dire à la condition de ne tomber ni dans la croyance que la grève générale doit être une grève passive des bras croisés, ni dans la mystique qui voit dans la « grève générale » la panacée de n'importe quelle situation, le mot d'ordre de la grève générale de combat contre le fascisme ouvrira une large perspective d'action aux ouvriers allemands et constituera un puissant élément de liaison et de regroupement politique du prolétariat.

IX

Au mot d'ordre de grève générale qui donne au prolétariat allemand la perspective d'une action d'ensemble et proche contre le fascisme, il faut lier le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier* qui lui donne la perspective de la direction et du régime prolétarien. Pour nous, communistes oppositionnels de gauche, le gouvernement ouvrier n'est pas un gouvernement différent de la dictature du prolétariat, mais c'est la dictature du prolétariat elle-même. Il ne s'agit donc nullement d'un gouvernement composé de social-démocrates, de communistes et de chrétiens sur la base parlementaire et de la constitution de Weimar, mais il s'agit d'un gouvernement qui se base sur les organes propres au pro-

létariat et qui résout tous les problèmes en fonction des intérêts de classe du prolétariat. Lié actuellement au mot d'ordre de la grève générale de combat contre le fascisme, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier ouvrirait des horizons nouveaux au prolétariat.

Après la banqueroute de la République de Weimar et étant donné l'état d'esprit encore éloigné de la formule de la « dictature du prolétariat » chez de larges couches, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier permet au prolétariat allemand d'opposer au programme de « reconstruction » hitlérienne son programme à lui et de voir clair dans sa marche. Dissolution des organisations fascistes ; armement du prolétariat, collaboration étroite avec l'U.R.S.S. ; nationalisation des banques et des industries fondamentales du pays ; contrôle ouvrier ; la terre aux paysans libérée de toutes les charges capitalistes ; abolition des taxes et des impôts pour les ouvriers et pour les paysans travailleurs ; du pain et du travail pour les chômeurs ; lutte contre l'impérialisme allemand et étranger, voilà une ébauche de programme immédiat pour le gouvernement ouvrier et qui doit être proposé par le prolétariat dans l'agitation pour les élections nouvelles.

X

Les tâches de l'Opposition de gauche sont immenses à l'heure actuelle. La situation allemande se trouve dans la plus extrême instabilité et peut se précipiter avec une rapidité extrême, soit dans le camp fasciste, soit dans celui du prolétariat. Dans cette situation, le noyau politique de la gauche, même faible numériquement, mais doté d'une juste politique, capable de bien manier les instruments de la méthode marxiste et animé d'une inébranlable volonté d'action, peut, dans le jeu des forces en présence, devenir l'élément déterminant et canaliser la précipitation des forces selon ses perspectives et ses buts.

C'est en prévision de ces possibilités que doit être orienté tout le travail de l'Opposition de gauche allemande et internationale.

Nos publications internationales

La Lutte de Classes salue la parution de deux nouveaux organes de l'Opposition de gauche internationale, l'un *Proletariat*, en langue polonaise, l'autre *The Communist*, organe du groupe anglais de l'Opposition de gauche. Ces deux organes viennent s'ajouter à la liste déjà abondante que nous avons publiée dans le numéro 36.

Une lettre d'Indochine

F. Gérard

Les *Cahiers du Bolchevisme* ont publié le 15 mars une lettre d'Indochine montrant « comment malgré la répression inouïe de notre impérialisme nos frères héroïques d'Indochine savent réorganiser leurs forces en vue de la prochaine étape de la lutte ». Une grande partie de la lettre était consacrée aux perspectives de la révolution indochinoise. C'était la reproduction littérale et, à quelques phrases près, intégrale d'un passage essentiel de la « Lettre aux camarades du Parti communiste indochinois » des oppositionnels indochinois publiée dans le numéro d'août-septembre 1931 de *La Lutte de Classes*. Ce passage visait l'hégémonie nécessaire dans la lutte du prolétariat, guide, sous l'égide de son parti, des masses opprimées, l'affirmation qu'il est la force motrice capitale de la révolution, la nécessité de développer la lutte sur le terrain de classe sur la perspective de la dictature du prolétariat. La revue du Comité Central reproduisit ce démenti à ses conceptions de la « révolution nationale démocratique bourgeoise d'abord » et du rôle de la bourgeoisie et des paysans dans les révolutions d'Extrême-Orient. Interrogée depuis par nos camarades, la rédaction n'a pas répondu.

Très justement, *l'Humanité* du 25 mars soulignait l'intérêt de cette lettre : « La lutte admirable de nos camarades indochinois se poursuit malgré la répression sanglante de l'impérialisme français. Mais la censure gouvernementale laisse difficilement filtrer les échos de cette bataille révolutionnaire. Une lettre est passée cependant. Elle contient des indications précieuses sur l'action et la tâche de nos frères indochinois. » Il est clair que dans les conditions effroyables dans lesquelles le jeune parti communiste indochinois s'est formé et a développé son action, avec les difficultés inouïes des liaisons qui peuvent échapper à la répression, un tel document sur l'effort et le travail du jeune parti est très précieux pour le mouvement communiste et doit comporter une étude et une collaboration appliquées et sérieuses.

La lutte du jeune parti frère de la colonie est un facteur d'importance décisive et d'intérêt direct pour le prolétariat de la métropole, non seulement par l'héroïsme des combattants dont nous sommes solidaires, mais encore par l'importance de la lutte menée contre l'impérialisme français. Notre parti ne s'en convainc pas assez. Il doit en avoir une conscience agissante. Aujourd'hui dans la « préparation de la nouvelle étape » comme hier lors des combats sanglants de 1930-31.

Malheureusement, la publication sophistiquée de la lettre dans les *Cahiers* ne contribue pas utilement

à cette tâche. Nous publierons ici les passages essentiels, rétablis dans leur intégralité, de cette lettre dans laquelle les camarades indochinois font effort pour faire le point, comprendre les leçons des événements rapides et importants des derniers mois et s'armer pour l'avenir. L'absence presque générale de documentation et le manque d'informations étendues sur les conditions dans lesquelles il est élaboré nous empêchent de replacer ce texte dans le cadre de l'activité du parti et du mouvement. Les conditions dans lesquelles travaillent nos camarades rendent compte des lacunes, des abstractions et des jugements encore soumis à la discussion que comporte la « lettre d'Indochine ».

DEUX ANNEES DE LUTTE

La conjuration militaire de Yenbay a été, pour ainsi dire, le point de départ des larges mouvements de masses en Indochine. La participation du prolétariat des villes et de la paysannerie à la lutte contre l'impérialisme a débordé tout de suite les cadres étroits des partis nationalistes. Toutes les conditions objectives rendent indispensable un parti de masse : le Parti communiste naquit des éléments les plus avancés du Viet nam quôc dân đảng (Kuomintang d'Annam) et des combattants prolétariens et paysans.

Dès lors une situation révolutionnaire sans précédent se développa à un rythme accéléré : le pays tout entier est secoué par des mouvements de revendications des masses exploitées.

Les mots d'ordre communistes mis en avant par le Parti furent accueillis dans un enthousiasme général ; malgré une répression aussi sauvage qu'exaspérée, le flot révolutionnaire ne faisait que monter.

Des démonstrations paysannes se succèdent à travers le pays, se développant avec une rapidité et une violence inouïe, accompagnées aussitôt d'un mouvement de grèves dans les villes et les régions industrielles. Ce furent les immenses manifestations des paysans de la Basse-Cochinchine et du Nord-Annam, notamment celles de Chô moi, Tan duong, Caolanh, Nghê An, Hatinh, où le nombre des combattants atteint parfois plusieurs milliers, pendant qu'à Vinh, Benthuy, Hongay et Nha be, des grèves d'ouvriers se multiplient où des mots d'ordre de lutte de classe réunissent la quasi unanimité des combattants. L'ascension du mouvement et en même temps du P.C. est si rapide que bien des dirigeants de l'I.C. en envisagent déjà la victoire « démocratique » et que la direction de l'Internationale

tionale a cru devoir accorder l'autonomie au jeune parti indochinois.

A travers toutes ces luttes, le Parti, forgé sur la base staliniste des «partis ouvriers et paysans», en butte aux différents problèmes de stratégie et de tactique de classe, en butte à une crise idéologique de croissance, en butte à une répression forcée, devait bientôt donner des signes d'une dégénérescence organique.

Le noyau prolétarien du parti s'avère trop faible pour résoudre fermement ces questions fondamentales et finit par lâcher pied. Le courage et la ténacité de nos camarades ouvriers ne pourront bientôt compenser les erreurs multipliées de la direction du P.C. et de l'I.C. Les défaites se font de plus en plus nombreuses, dues à la politique erronée de la direction centriste. Le rapport de forces, un moment en faveur du prolétariat, décline du côté de l'impérialisme. Les masses ouvrières, ébranlées par les chocs répétés des défaites, quittaient peu à peu la lutte en présence de l'esprit passif de la majorité du parti.

Les manifestations de soumissions de Caolanh et de Nghê-Tinh, qu'on soupçonne être des truquages de l'impérialisme, n'ont été pas moins un signe du déclin de la lutte des masses.

Et dès lors commence une véritable désagrégation des cadres du parti. Les manifestations extrêmement violentes de Bentré, du Quang ngai et du Nghê-Tinh, s'avèrent manifestement comme étant des tentatives dispersées pour ranimer le mouvement.

Le 1^{er} Mai 1931, où le parti faisait «un recensement des forces», ne fut qu'un faible soubresaut, témoignant l'agonie implacable du P.C.I.

L'anniversaire de 1931 de la Révolution d'Octobre devait bientôt nous confirmer l'épuisement quasi complet du parti du prolétariat indochinois.

Tout communiste indochinois ne peut désormais faire un pas en avant sans avoir dressé le bilan de la période passée et sans avoir évalué à leur juste valeur les fautes commises par les dirigeants du P.C.I. et de l'I.C.

Car, nous l'avons dit, une critique marxiste des fautes passées est la condition première d'une ligne juste en vue de la future révolution indochinoise.

«Il faut parler clairement et sincèrement reconnaître ouvertement et brutalement la cassure qui s'est opérée.» (Léon Trotsky.)

LES CONDITIONS OBJECTIVES

...Le P.C.I. naquit dans des conditions objectives de premier ordre pour le travail et le développement d'un parti révolutionnaire du prolétariat.

L'explosion de Yen Bay n'a été que la manifestation violente d'une crise du Parti nationaliste et d'un brusque virement à gauche des événements.

Par ailleurs, la situation économique présentait déjà des signes d'une crise profonde. La crise de 1930 qui jette encore maintenant un désarroi complet dans le monde capitaliste se présentait d'emblée avec toute la violence d'une crise agricole dans un pays neuf. Naturellement c'est la classe non

possédante qui en souffre la première et le plus. Les conditions de vie du prolétariat industriel, déjà nombreux, et surtout de la grande masse des paysans pauvres, deviennent encore plus intenable. Les salaires de famine d'ici trouvent encore le moyen de baisser de 25 à 60 c. pour des journées de 10 à 12 heures. Le chômage sévit avec toute sa rigueur sur un prolétariat tout jeune et fait d'autant plus de ravages que le développement de celui-ci a été plus rapide, correspondant à l'explosion forcée de la période de prospérité.

La situation des travailleurs agricoles est encore plus misérable, et dans les régions du Nord-Annam c'est la terrible famine devant les stocks énormes de riz restés invendus.

Pendant ce temps, l'édifice du capitalisme craque de toutes parts dans le monde.

Les prémisses objectives de la Révolution, tant au point de vue national qu'au point de vue international mûrissent parallèlement au processus de maturité des contradictions capitalistes dans le monde.

Telles sont les caractéristiques générales que la lettre donne de la période dans laquelle le parti se développa dans le feu des mouvements de masse. «La lettre aux camarades du P.C. indochinois» posait déjà, contre la néfaste politique centriste, les questions de la formation, du contenu, de l'activité du parti. Le parti naissait au cours de l'éclosion brusque de larges mouvements de masses. La paysannerie pauvre forme l'immense majorité de la population. La mainmise brutale de l'impérialisme sur le pays fait subsister une bourgeoisie très restreinte. La filiation du parti rattachait un grand nombre de ses membres aux partis nationaux révolutionnaires. Dans ces conditions, nos camarades marquaient l'importance vitale du contenu prolétarien à donner au parti, de l'orientation de son activité vers les centres industriels et miniers, de son agitation de classe, du développement de son idéologie et de son programme sur la base du marxisme-léninisme, de la nécessité de substituer la lutte de classes et la lutte pour la dictature du prolétariat au programme et à la pratique de la «révolution démocratique nationale bourgeoise» et à «l'antiimpérialisme» petit-bourgeois, du raffermissement des liaisons internationales. A l'heure actuelle, sous les coups que le mouvement spontané des masses a reçu de l'impérialisme, tous ces problèmes internes font subir avec rigueur leurs conséquences au jeune parti. Et les camarades sentent plus impérieusement la nécessité de les poser et de les résoudre justement.

LE PARTI BIPARTITE OUVRIER ET PAYSAN EN INDOCHINE

Le révisionnisme menchevique qui a abouti à cette absurde conception de l'alliance du prolétariat avec la paysannerie nous a valu ce bâtard qu'est le P.C.I. L'Opposition de gauche qui a toujours combattu «l'idée réactionnaire des partis bipartites» avait montré maintes fois que cette con-

ception du parti ne peut aboutir qu'à l'intégration de l'avant-garde prolétarienne dans les éléments petits-bourgeois et qu'à lui faire servir de tremplin à la bourgeoisie.

C'est bien ce qui arriva à notre parti, formé en majeure partie de paysans et de petits-bourgeois libéraux, échappés des rangs du parti nationaliste désagréé.

Le prolétariat fait figure de parent pauvre dans son parti, alors que sa place en est à la tête.

Aussi n'est-il pas étonnant que les méthodes du P.C.I. ne relèvent pas d'une intransigeance de classe, mais plutôt des réactions anarchiques qui caractérisent la paysannerie petite-bourgeoise.

Aussi n'est-il pas étonnant que ses organisations — depuis la « Ligue antiimpérialiste » où foisonnent les éléments petits-bourgeois en rupture de ban, jusqu'au Secours Rouge où les bourgeois « nationalistes » jouent aux banquiers de la révolution — ne présentent jamais des caractères de classe, mais sont, comme on dit couramment dans le parti, plus ou moins « antiimpérialistes » (mot destiné à cacher l'opportunisme au point de vue d'organisation et d'eclectisme au point de vue de la doctrine).

Aussi ce n'est plus du tout l'hégémonie du prolétariat dans son parti, mais bien l'hégémonie des paysans amorphes et réactionnaires et de la petite-bourgeoisie vacillante.

Au cours des deux années de lutte, la politique centrée de la direction du P.C.I. s'est adaptée mécaniquement à la « théorie » de l'étape bourgeoise et démocratique.

Cette politique consiste en une série de capitulations du prolétariat devant la paysannerie petite-bourgeoise sous prétexte qu'actuellement c'est à celle-ci que reviennent les tâches historiques de la révolution démocratique et agraire.

Deux ans de politique mi-petite-bourgeoise mi-prolétarienne ne sont pas propres à bouter hors du parti les éléments petits-bourgeois et nationalistes.

Ni la théorie du « socialisme dans un seul pays », ni la théorie de « la révolution bourgeoise et démocratique comme lutte d'indépendance nationale », ni l'antiimpérialisme ne peuvent préserver les membres du parti des déviations social-patriotiques.

La lecture des journaux et tracts du parti, de la ligue antiimpérialiste et d'autres organisations similaires est édifiante à cet égard.

La section tonkinoise du P.C.I. n'a-t-elle pas proclamé « que le parti communiste ne doit pas être le parti du prolétariat, mais celui de toute la masse misérable et exploitée ». On ne peut trouver de meilleures preuves du social-révolutionnarisme, qui d'ailleurs dégénère en un anarchisme terroriste.

Forcément, en certains points, l'activité terroriste prend le pas sur l'organisation du prolétariat, le brigandage sur la lutte économique des ouvriers.

L'opportunisme dégénère ici comme ailleurs en aventurisme. La formation des soviets « semi-légaux » (?) de Nghé-Tinh, en pleine période de reflux révolutionnaire, constitue un petit putsch dans le genre de l'insurrection de Canton, l'envergure en moins.

LA SITUATION PRESENTE

La bourgeoisie française se satisfait de « l'apaisement ». Mais elle ne se dissimule pas que cet apaisement est momentané. Au dire des bourgeois constitutionnalistes, ce n'est pas le « rouge communisme » mais la « misère noire » qui a soulevé les paysans. Mais la misère des masses travailleuses s'aggrave toujours plus. L'exportation de riz, la principale mesure de l'économie indochinoise, a été pour le port de Saïgon de 961.000 tonnes (dérivés compris) en 1931, le chiffre le plus faible depuis 1919. Plus grave encore pour l'avenir prochain de l'économie indochinoise est le recul extrême de l'exportation de riz sur le marché de la Chine. Sur le marché des colonies françaises, la perte presque complète du marché japonais. Rien ne justifie encore les espoirs que les producteurs de riz fondent sur les récoltes déficitaires du Japon et de la Chine pour reconquérir les marchés perdus. La valeur des immeubles ruraux subit une baisse verticale : diminution de 250 piastres l'hectare à Cantho, de 600 piastres l'hectare à Nam-Dinh. Les inscriptions hypothécaires atteignent 48.673.000 piastres. Les propriétaires fonciers posent la question : « Comment vivre et cultiver pour atteindre 1932 ? » Le financement de la campagne 1932-33 apparaît plus difficile encore, avec l'épuisement des réserves, que pour l'année précédente. Le « rush » minier est tombé et de nombreuses industries ont fermé leurs usines.

La situation des masses laborieuses, réduite au pire sort par l'esclavagisme impérialiste, empire encore. Aux bourgeois indigènes qui demandent pour l'économie coloniale le remède de l'inflation, la sage Indochine répond que l'inflation, si efficace dans l'Angleterre de Mac Donald, est inutile en Indochine « où les travailleurs ne sont pas organisés et où les salaires ont baissé d'environ 30 % ». D'après la Tribune Indochinoise, le salaire misérable des ouvriers agricoles a encore baissé de 50 %. Cependant, l'indice du coût de la vie pour la consommation ouvrière est au taux de l'année 1925. La situation des métayers et des paysans propriétaires de parcelles infimes est désespérée. Les prêts agricoles, rendus nécessaires par l'acuité de la crise à la campagne, ont été captés par les grands propriétaires français et indigènes. 72 millions ont été répartis parmi les planteurs de caoutchouc. Des dizaines de millions d'avances ont été faites aux caisses du Crédit Agricole, aux sociétés foncières, avec des taux limites de 4,5 à 6 %. Mais ces prêts constituent dans la crise une exploitation surajoutée : les sociétés foncières les replacent à la limite du taux légal, à des intérêts de 24 et 36 % grevés des frais et des commissions nouvelles. Pasquier déclare le 25 novembre : « Si encore la plupart des prêts étaient parvenus directement au petit nhaqué besogneux, au tadien-misérable, mais ce qu'il y a d'attristant, c'est que les facilités intérieures du crédit n'ont comporté aucun résultat ni psychologique ni économique. »

Cependant l'impérialisme français, représenté par

30.000 européens parmi 20 millions d'indigènes, se trouve toujours devant la même structure sociale : « Derrière un mince rideau d'intellectuels, dans la zone où en Europe il y a une classe moyenne, il y a le vide. Hormis les propriétaires que notre politique d'extension des rizières a créés en Indochine, hormis quelques entrepreneurs pour nos travaux publics et quelques rares commerçants, il n'y a pas de classe moyenne... Rien de ce qui est l'armature politique des pays de l'Ouest. » (Paul Reynaud.) Pour élargir sa base sociale, l'impérialisme n'a guère pu qu'entrebailler les portes des comités consultatifs, censitaires et honorifiques. Encore s'est-il tenu loin des limites qu'il s'assigne : « Aux Indes néerlandaises et dans les colonies japonaises, Formose et Corée, les indigènes disposent dans les assemblées élues d'un même nombre de sièges que les colons. »

Dans la période actuelle qui suit les grands mouvements de masses, ce sont là les conditions économiques et sociales des classes travailleuses, alors que la crise s'aggrave, alors que l'invasion japonaise en Chine accélère les processus internes de l'Asie et que les conséquences de la crise dans les métropoles impérialistes engendrent leurs répercussions dans leurs « possessions ». Cette situation crée pour le Parti de la révolution antiimpérialiste et prolétarienne les bases de la « préparation de la nouvelle étape ». Déjà la « lettre aux camarades du P.C. indochinois » indiquait au Parti, s'il ne reformait pas ses rangs sur la base d'un contenu social prolétarien, d'une activité de classe et d'une idéologie marxiste, les dangers d'une inévitable différenciation interne. Le brusque développement du Parti, l'absorption par lui des éléments nationaux-révolutionnaires, la structure sociale de la population opprimée comportaient dans le Parti et autour du Parti de graves dangers. La répression impitoyable et l'essoufflement des mouvements de masse les ont mis à jour. De même la « lettre aux camarades du P.C. indochinois » indiquait que la perspective générale du développement rectiligne des brasiers allumés par l'insurrection paysanne était dangereuse. Que fait le parti dans « l'étape nouvelle » ?

Actuellement « nous assistons à un nouveau déploiement d'activité de la petite bourgeoisie radicale, la formation du Parti populaire révolutionnaire par un renégat du communisme, les tentatives de la formation du Parti de l'Indépendance par les éléments exclus par la région communiste de Cochinchine. » (K. Nam, « Cahiers du Bolchevisme », 15 avril 1932.) Le même article constate le développement de cellules d'étudiants membres du Parti national-révolutionnaire « qui a réussi à organiser les ouvriers de Hongay ».

La « lettre d'Indochine » pose le problème de la nécessaire réformation du Parti dans un passage spécialement découpé et falsifié dans le texte publié par les « Cahiers ».

NOTRE TACHE

En assignant à l'opposition de gauche, aile marxiste du Parti indochinois, « la mission de refaire le Parti sur une base léniniste », la « lettre d'Indo-

chine », se plaçant entièrement sur le terrain de l'opposition de gauche internationale, s'exprime ainsi :

Remettre le prolétariat à sa vraie place dans son Parti, c'est-à-dire à la tête et non à la queue.

Réorganiser le Parti du prolétariat indochinois suivant la conception des partis communistes et non suivant celle des partis « ouvriers et paysans », c'est-à-dire sur la base des cellules d'entreprises et non sur les cellules de rue et des cellules paysannes.

Développer les organisations du prolétariat quasi inexistantes : syndicats rouges, secours ouvriers, etc.

Dissoudre la Ligue antiimpérialiste comme étant la porte d'entrée dans le Parti des éléments nationalistes.

Réorganiser le Secours Rouge sur la base du secours prolétarien, et non comme une société de bienfaisance.

Telles sont les tâches immédiates de l'opposition indochinoise, en accord complet avec les éléments prolétariens du P.C.I.

Tout cela ne s'obtient qu'en éduquant le Parti dans un esprit d'intransigeance de classe bien trempé.

...Combattre la politique du queuisme dans les événements mondiaux, depuis la mort de Lénine, et lui imposer une politique léniniste.

Se baser sur l'immense expérience de la Révolution d'Octobre, pour se frayer une ligne conduisant le prolétariat vers la dictature et le socialisme.

Telle sera la ligne politique de l'opposition indochinoise, politique aboutissant à la dictature du prolétariat entraînant derrière lui les paysans pauvres.

Dictature corroborant en dernière analyse la Révolution mondiale.

* *

Il était nécessaire de rétablir le texte tronqué et dénaturé de la « lettre d'Indochine ». Telle quelle, avec ses généralités et ses lacunes, elle apporte une contribution à la tâche qui se pose devant le mouvement communiste et le Parti français : connaître l'état du Parti, mesurer concrètement ses rapports avec le prolétariat, avec les masses paysannes, l'aider sérieusement à réparer ses forces et à se placer sur une base de classe, à mettre en œuvre une politique active. La période présente, dans laquelle la courbe de la vie du Parti ne se développe pas à l'unisson de la situation objective, prépare la période à venir. Les déviations du centrisme — et principalement les erreurs pour les révolutions orientales : les conceptions sur le rôle de la paysannerie, de la bourgeoisie indigène, de l'« antiimpérialisme » sans contenu de classe — ont paralysé et dévoyé la croissance du jeune Parti communiste dans le rythme extrêmement rapide et difficile de son développement. Les jeunes forces de l'opposition indochinoise ont devant elles un grand et fécond travail.

A l'heure actuelle, pendant que l'impérialisme veut tirer les fruits de l'accalmie précaire, alors qu'il y a un renouveau des illusions réformistes et des agitations nationalistes confuses, malgré l'aggra-

vation de la situation économique et sociale, le Parti doit regrouper derrière lui les rangs des prolétaires et des paysans ruinés. La « *lettre aux camarades du P.C. indochinois* » lui proposait déjà l'agitation pour « *une démocratie conséquente, hardie et révolutionnaire* ». La tâche est maintenant de mettre au point un programme concret répondant à la situation des ouvriers et paysans, où prendront rang les libertés syndicales, liberté de presse, de réunion, droit de grève, journée de huit heures, défense des salaires, défense des chômeurs, abolition des impôts personnels et des corvées, le partage des terres, l'abolition des dettes et des impôts, le suffrage universel, l'évacuation de la colonie, la constituante révolutionnaire. Au travers d'une telle action, le Parti, solidement et fermement orga-

nisé, prêt à faire face aux tournants brusques, fera faire aux masses des pas en avant vers la dictature du prolétariat. Notre Parti doit l'aider à se reformer et à se développer dans cette voie.

C'est une partie intégrante du « *concours matériel et idéologique* » que le Parti de la métropole doit à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat opprimé par son impérialisme. A cela est étroitement rattachée l'action constante pour soutenir l'action révolutionnaire et le mouvement prolétarien et des paysans pauvres dans la colonie. Dans la situation actuelle, il doit comporter *immédiatement et au moins* l'initiative par le Parti et par la Centrale syndicale unitaire d'une ample action de front unique pour l'amnistie totale et les libertés syndicales en Indochine.

Note

A partir du prochain numéro de *La Lutte de Classes*, nous publierons les principaux documents et thèses des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste.

L'I. C. et le Parti britannique

Anglicus

L'essentiel des problèmes anglais a été longtemps obscurci par les phrases insignifiantes des circulaires de l'I. C., répétées avec une docilité de perroquet par le parti anglais. Depuis l'acceptation de la nouvelle ligne par le P.C. britannique en 1928, la confusion a grandi au sujet des principales questions concernant la politique du Parti. De débrouiller une partie de cette confusion, sera la tâche du groupe anglais de l'opposition de gauche. En attendant, nous pouvons seulement examiner un ou deux aspects de la situation anglaise dans l'espoir de pouvoir un peu contribuer par cette voie au réexamen nécessaire de la politique du P. C. britannique.

Le terme « radicalisation », sous lequel nous pensons comprendre la révolutionnarisation de la classe ouvrière, n'a été nulle part appliqué avec autant d'extravagance qu'en Angleterre. La nouvelle ligne du parti fut justifiée en 1928 par Boukharine et autres sur le fait que le Labour Party avait montré très clairement aux ouvriers son rôle de trahison et que le processus de « radicalisation » se développait rapidement. Toujours depuis lors, l'I. C. et la direction du parti britannique n'ont jamais manqué de présenter un tableau de la croissance des sentiments et de la compréhension révolutionnaires parmi la classe ouvrière.

En 1929, cette « radicalisation » était toujours indiquée comme marchant à grands pas, mais, en dépit de cela, le Parti britannique obtenait seulement 50.000 voix aux élections générales de cette année, pendant que le Labour Party revenait au gouvernement avec un accroissement de voix.

En 1931, à l'étonnement de la direction du Parti britannique, un gouvernement national réactionnaire, après diminutions des salaires et des indemnités de chômage, fut réélu par une majorité écrasante obtenant de nombreuses voix dans la classe ouvrière. Le Parti britannique, après trois années de la nouvelle ligne, obtint de cette classe ouvrière « radicalisée » 75.000 suffrages. Trouvant difficile de soutenir son tableau exagéré de « l'essor révolutionnaire », le Parti britannique proclama que les travailleurs, désillusionnés par le Labour Party, avaient voté conservateur et que le Labour Party était mort. Maintenant, Kuusinen entreprend la tâche d'expliquer après coup l'étrange attitude des travailleurs « radicalisés ».

Avant d'examiner l'explication de Kuusinen de l'échec du Parti anglais aux dernières élections générales, essayons d'estimer par nous-mêmes les causes du retard du mouvement révolutionnaire en Angleterre.

Personne ne niera qu'il y a eu certain change-

ment dans l'esprit des ouvriers anglais : de lourdes charges, une expérience cruelle et la rude atteinte contre leurs conditions de vie ont aidé à les délivrer de maintes illusions impérialistes et démocratiques. Les conditions elles-mêmes ont éveillé le début d'une conscience révolutionnaire chez des couches considérables du prolétariat, mais ce n'est seulement qu'un commencement ; la première réponse titubante à l'évolution des circonstances. Mais arguer de cela qu'il y a une ample croissance des idées révolutionnaires, exagérer ces faibles débuts et en dresser un tableau de larges masses pourvues de conscience révolutionnaire, sert à se duper soi-même et à poursuivre une politique susceptible d'isoler le Parti britannique de l'ensemble de la classe ouvrière.

Les travailleurs anglais ont une longue histoire de luttes de classes : parce que de telles expériences ont laissé des souvenirs ineffaçables, il reste enfoui profondément dans leur être un sens de fidélité de classe peut-être plus grand que dans tout autre pays du monde. Une fois éveillé, cet instinct de classe répond d'une manière fervente et électrisante, ainsi que la grève générale de 1926 l'a montré.

Une population presque complètement prolétariée, l'absence d'une paysannerie, ainsi que cette longue tradition de lutte de classes rendent possible le développement d'une crise révolutionnaire dans un temps très bref. Pour tirer avantage de ceci, il est nécessaire pour le Parti de la révolution de pénétrer profondément dans chaque couche de la classe ouvrière. Le Parti britannique a manqué à cela et, par sa fausse estimation du niveau de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, il s'est isolé encore plus.

C'est le fait essentiel de la situation présente en Angleterre : la conscience politique a traîné derrière le développement économique : les facteurs objectifs sont mûrs pour la révolution, les facteurs subjectifs ne le sont pas.

QUEL ROLE LE PARTI JOUE-T-IL ?

Kuusinen a fait au récent plenum de l'I.C. une critique du Parti britannique et a dénoncé les chefs de ce Parti pour la politique qu'ils avaient poursuivie pendant les événements de septembre à novembre dernier. Les chefs du Parti anglais, toujours prêts à confesser leurs fautes, se hâtèrent d'être d'accord avec la critique et oublièrent d'attirer l'attention de Kuusinen sur certaines faiblesses mani-

festées par l'I.C. elle-même dans la question anglaise.

Kuusinen soutient que le Parti a manqué, lors des événements de l'an dernier, de montrer « l'issue révolutionnaire de la crise ». C'est justifié pour autant que ceci implique une critique de la politique purement réformiste du Parti. Le Parti mit en avant des revendications immédiates sans relations avec la lutte pour le pouvoir, et seuls les membres de l'opposition de gauche protestèrent contre cela. A un moment où les travailleurs s'éveillèrent aux questions politiques comme ils ne l'avaient pas fait depuis la grève générale, le Parti abandonna la direction du mouvement de masses qui surgit aux organisations de chômeurs. Par sa carence à lancer un clair appel pour unifier le front de lutte et en même temps à relier cette lutte à la conquête du pouvoir, il introduisit un coin entre les chômeurs et les non-chômeurs. Il ne sut pas se servir de la plus grande opportunité qu'il eut, depuis 1926. Depuis le début de la lutte jusqu'à son épuisement après les élections générales, le Parti commit bêtises sur bêtises, dues à sa peur de la colère de l'I.C. et à son inaptitude à voir les gigantesques possibilités offertes par la chute du gouvernement travailliste.

Plus loin, Kuusinen souligne que « les gauches ont souvent pu parler à nos tribunes sans opposition. Et ils purent utiliser ce libéralisme pourri de nos camarades en apparaissant devant la masse des ouvriers avec le même programme que les communistes ». Ce qui sert à montrer que qui se ressemble s'assemble et que si le Parti, avec l'assentiment de l'I. C., expose un programme réformiste, il apparaîtra aux travailleurs comme un parti réformiste !

L'attaque de Kuusinen est en partie justifiée, mais il ne va pas jusqu'à la racine de cette faiblesse. Cette faute provient d'un manque de confiance dans le Parti lui-même, elle provient de la recherche de quelque remplaçant au Parti, de quelque autre forme d'organisation pour mener à la révolution en Angleterre. Et cette faute politique peut être reliée au comité anglo-russe. L'I.C. elle-même enseigna au Parti britannique de rechercher des remplaçants au Parti quand il forma le mouvement minoritaire afin de forcer les leaders des trade-unions à passer par la voie de la lutte révolutionnaire. Depuis lors, toutes formes de substitution ont été essayées, depuis le mouvement de l'aile gauche, jusqu'au mouvement chartiste ouvrier. Le mouvement chartiste ouvrier fut une tentative de gagner un appui de masses autour d'un programme de revendications immédiates, basé sur une fausse estimation de la disposition d'esprit des masses : une campagne menée pour gagner l'appui des masses au Parti en recouvrant le Parti par des mots d'ordre réformistes. Cette campagne fut soutenue par l'I.C. et échoua si misérablement qu'elle a permis de la retirer sans commentaires. Qui prendrait point par point la politique du Parti depuis plus de deux ans pourrait montrer que chaque pas qu'il fit, que chaque lutte gréviste à laquelle il participa, révélèrent les conceptions réformistes de la direction du Parti.

Nous pourrions, il est vrai, bien accueillir ces cri-

tiques de Kuusinen si elles présageaient d'un changement dans la direction de l'I.C. Mais en est-il ainsi ? Kuusinen attaque le Parti pour n'avoir pas montré « l'issue révolutionnaire de la crise ». Mais il entend par là qu'il n'a pas dressé un programme attractif montrant ce qu'un gouvernement communiste ferait pour la classe ouvrière et comment, dans une crise, l'Angleterre se nourrirait elle-même (de cette idée réactionnaire, Kuusinen est débiteur d'un groupe de patriotes fabiens qui désirent une renaissance de l'agriculture en Angleterre). Voyons comment il attaque les méthodes réformistes du Parti.

Il demande... avons-nous à craindre de mettre en avant des revendications immédiates : quelques-uns, dit-il, ont peur en faisant cela que nous tombions « dans la position des réformistes ». Ceci est absurde, réplique-t-il ; de tels camarades « oublient le fait que les réformistes ne veulent pas lutter, même pour le moindre mal ». Mais ceci ne répond pas à la question. Premièrement, il n'est pas vrai que les réformistes ne participeront pas à la lutte dans certaines circonstances. Ce n'est pas une question de leur vouloir ou de leur non-vouloir ; dans certaines conditions, la pression de la base les contraindra, à des stades précoces de la lutte, à consentir de les diriger, dans le but de les trahir plus tard. Deuxièmement, Kuusinen semble justifier la prise d'une position réformiste par le Parti pour la raison qu'il n'a pas à craindre une concurrence des réformistes !

Kuusinen montre combien est réellement superficielle toute cette exigence pour une orientation plus révolutionnaire vers les luttes en Angleterre, car il prétend qu'il serait erroné d'aller aux ouvriers avec le mot d'ordre « intensifiez la crise ». Il fait cela pour la raison que, face à un tel mot d'ordre, les ouvriers se décourageraient. Mais toute la faiblesse de la politique du Parti l'an dernier fut qu'il ne montra pas clairement aux ouvriers que la lutte contre le gouvernement national signifierait un aiguïsement de la crise. Le Parti fut peu disposé à faire face aux conséquences de larges luttes étendues contre le gouvernement, qui entraîneraient une intensification immédiate de la crise et poseraient des questions politiques aiguës. Cela aurait été la différence entre le Parti et le réformisme de gauche... sa promptitude à faire face à de tels faits, à les montrer aux travailleurs, à indiquer la voie en avant et à élever le courage et la conviction des travailleurs en leur montrant que c'est seulement en faisant face à ces questions que l'attaque contre leurs conditions de vie pourra être mise en échec. Sans un Parti pour faire cela, pour montrer la voie en avant et tout ce qu'elle implique, les ouvriers furent amenés à reculer, incertains et désorientés.

Nous voyons que la discussion entre l'I.C. et la direction du Parti britannique n'a apporté aucun changement réel et effectif dans la politique poursuivie en Angleterre. Depuis le Plenum et les efforts faits en résultat des discussions, la position du Parti britannique ne s'est en rien améliorée.

LE TRAVAIL DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

De ce qui précède, on voit que le groupe anglais, en même temps que publier les documents importants de l'opposition de gauche, a à combattre au sein du Parti anglais pour l'acceptation d'une juste politique entreprenante pour le mouvement révolutionnaire dans ce pays. Ici nous indiquerons seulement quelques-uns des points sur lesquels cette politique doit être basée.

Pour un petit parti révolutionnaire, il est nécessaire, pour toucher les larges masses de travailleurs, de pratiquer une politique de front unique aussi large que possible. Une telle politique de front unique ne peut être celle avancée par l'I.C. qui a d'une manière évidente échoué pour gagner un travailleur

au Parti. Au contraire, elle doit être basée sur les luttes des travailleurs au moment présent : chercher à rassembler les diverses sections de la classe ouvrière dans leur lutte contre les attaques de salaire et la politique de chômage du gouvernement actuel. Le front unique doit porter sur les sujets touchant les conditions des travailleurs et ne doit pas être rendu impossible par des restrictions stupides. Par une application réussie de cette politique, en maintenant en même temps l'indépendance révolutionnaire du Parti, il serait possible d'amener, de grouper toutes les formes de mécontentement, contre le gouvernement national, de le renverser, sa chute marquant une étape dans le développement vers une crise révolutionnaire en Angleterre.

Le groupe anglais travaille à formuler une politique immédiate plus spécifique et détaillée qu'il placera devant les membres du P. C. britannique.



Dans l'Opposition de Gauche Internationale

France

Nous publions la résolution adoptée par la Commission exécutive élargie qui s'est tenue à Paris les 15 et 16 mai avec la participation des camarades du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Est et de la Charente.

Cette résolution ne donne qu'un aspect très sommaire des questions qui furent débattues. Pour permettre aux camarades de suivre la vie de notre organisation, nous ajoutons ici quelques commentaires.

D'abord la C.E. élargie a marqué un grand progrès sur les assemblées précédentes de la Ligue et en particulier sur la conférence nationale par une plus grande discipline dans son travail. La C.E. élargie ne s'est pas émue des menaces et du retrait de camarades du groupe juif qui, depuis des mois, avaient fait preuve de la plus grande irresponsabilité dans le domaine de l'organisation. La C.E. élargie ne s'est pas laissé troubler non plus par le départ suivi d'un prompt retour du camarade Treint qui, par le départ des camarades juifs, voyait disparaître son cheval de bataille, les « liquidateurs ». La C.E. élargie a entendu discuter le passé dans un temps limité pour mettre un terme à la situation qui mettait en danger le fonctionnement de l'organisation. Après un débat où tous les problèmes posés dans les sept derniers mois furent réexaminés à fond, la C.E. élargie se prononça ainsi :

Sur la question syndicale, elle condamna les points de vue antiunitaires relevant de conceptions faisant des concessions au pseudo syndicalisme révolutionnaire.

Sur la question allemande, elle condamna les points de vue que les camarades Félix et Emile développèrent dans une résolution et où il y avait des tendances centristes marquées.

Sur le problème des rapports de la fraction et du parti, elle se refusa à une schématisation du problème à la façon des bordiguistes.

Une des principales décisions de la C.E. élargie a consisté dans la dissolution de la Région parisienne. Une si grave décision n'a pas été prise sans motif. L'anarchie menaçait dans la Région parisienne. Les groupes et sous-groupes se formaient, se défaisaient, bloquaient, rompaient, selon que les uns ou les autres étaient satisfaits de telle ou telle décision de la C.E. et entendaient l'appliquer ou non. La théorisation de cette situation se trouva même proposée à la C.E. élargie par le camarade Treint dans son projet d'organisation.

La C.E. élargie non seulement ne pouvait accepter de sanctionner un tel régime; elle devait y mettre fin. Les tentatives pour faire appel aux sentiments

communistes des camarades étaient nombreuses. Jamais elles ne furent couronnées de succès. Les éléments irresponsables n'y voyaient que des manifestations de faiblesse et s'anchraient davantage dans l'indiscipline. Par la dissolution de la Région parisienne, la C.E. élargie a mis un terme à tout cela. Chaque camarade aura sa place dans l'organisation s'il accepte les règles élémentaires d'une organisation communiste. Ceux qui prétendent continuer et, sous divers prétextes, ne voudront pas connaître la loi commune de l'organisation se mettront hors de l'organisation.

*
**

Pour le travail futur, la C.E. élargie a examiné les possibilités dans les diverses régions, les perspectives que nous y avons. Elle a procédé à une étude minutieuse dont le procès-verbal ne donne qu'une idée très incomplète. Il en est résulté un resserrement des liens entre les camarades de Paris et de province.

Sur le travail parmi les jeunes, la C.E. élargie a examiné le bilan des deux derniers mois qui ont été plus riches d'enseignements que tout ce qu'il y avait eu dans l'activité passée de la Ligue. Jusqu'à présent, les efforts ont été poussés dans le domaine de l'éducation par causeries. La C.E. élargie a marqué la nécessité d'entraîner les jeunes dans l'action militante en dehors de laquelle il n'y a pas d'éducation. Elle a marqué aussi la nécessité de s'orienter nationalement dans la formation de cadres qui assureraient la continuité du mouvement révolutionnaire. L'expérience de la Ligue se développant parallèlement à celle de l'opposition américaine pourra servir utilement toute l'opposition de gauche où le travail parmi les jeunes devra prendre une place importante.

Le travail syndical a été l'objet d'un débat très important où les camarades ont abordé les perspectives pour le mouvement ouvrier en France. La nécessité de mettre en avant le problème de l'unité syndicale, de mener une campagne active pour faire adopter cette position par la C.G.T.U. comme une question vitale a été marquée par la C.E. élargie tout entière. Au cours des débats ont été précisées diverses formes sous lesquelles cette question pouvait être envisagée. Une clarification du problème a été obtenue. Sur cette base, la C.E. commencera le travail et développera l'activité syndicale de la Ligue.

Faute de temps, la C.E. élargie n'a pu qu'aborder les perspectives politiques et les problèmes internationaux. C'est là une grande lacune. La C.E.

tâchera d'y suppléer par une discussion très ample dans l'organisation sur ces questions, en particulier par un bulletin intérieur qui ne sera plus absorbé par les divergences passées.

Le passé a été très largement déblayé. La C.E. et toute la Ligue peuvent désormais aborder le travail d'une façon très fertile. Dans la mesure où les décisions de la C.E. élargie seront réalisées, nous pourrions convoquer dans un délai relativement court une seconde conférence nationale de la Ligue où la participation et les débats permettront de faire faire à l'opposition de nouveaux pas en avant.

Depuis les assises de la C.E. élargie de la Ligue, un mois s'est écoulé. Il nous est déjà possible, même sur cette courte période, de vérifier dans le travail la justesse des décisions prises.

Dans la Région parisienne, les camarades Treint et Marc ont pris, dans les circonstances présentes, la lourde responsabilité de quitter la Ligue malgré les possibilités que leur donnaient pleinement les décisions de la C.E. élargie de défendre leurs points de vue au sein de l'organisation.

La C.E. élargie a montré que dans les luttes de l'organisation se constituait de plus en plus un noyau de camarades mieux liés politiquement, plus soudés. En persévérant dans cette voie, nous arriverons à éliminer définitivement l'hétérogénéité de la formation et à faire de la Ligue un pôle d'attraction de tous les communistes voulant lutter pour la régénérescence du mouvement communiste.

Pour la C.E. : LE SECRÉTARIAT.

Résolution présentée par le Secrétariat de la Ligue à la C. E. élargie du 15 Mai 1932

Le DEVELOPPEMENT de L'OPPOSITION DE GAUCHE INTERNATIONALE ET CELUI DE LA SECTION FRANÇAISE

L'Opposition de Gauche Internationale, née en réaction contre la politique centriste qui s'est imposée à l'I.C. et à ses sections, pour ramener celles-ci dans la voie tracée par les quatre premiers Congrès de l'I.C., se développe d'une façon contradictoire, ses sections ayant subi ou subissant une série de crises, son organisation internationale étant encore embryonnaire. La situation actuelle est marquée par un retard de l'influence et du rayonnement des idées de l'Opposition de gauche et de la force et de la cohésion de l'organisation. Cette situation est d'autant plus périlleuse que les tâches de l'opposition de gauche ont grandi formidablement, car nous nous trouvons à un tournant de l'histoire dont le sens dépend avant tout de la capacité d'action de l'I.C. et des P.C. L'Opposition de gauche internationale ne pourra remplir ses tâches de façon efficace que dans la mesure où, ayant analysé les causes qui entravent son développement, elle prendra des décisions précises pour atteindre un certain nombre d'objectifs immédiats propres à assurer une plus forte pénétration politique et d'organisation dans les P.C. et appliquera ces décisions par un travail acharné et conséquent. La Ligue française, qui constitue une des plus importantes sections de l'opposition de gauche, dont l'expérience est à la fois une des plus riches et des plus pénibles, doit immédiatement entrer dans cette voie.

Aux causes générales qui entravent le développement de l'opposition de gauche (naissance dans une période de reflux, tandis que le centrisme bénéficiait du prestige de l'I.C. et de la Révolution russe, ainsi que des moyens étatiques; répression forcée contre l'opposition russe, pivot de l'opposition de

gauche) s'ajoute une grande faiblesse idéologique de ses cadres présents. Un fonctionnement normal permettrait de surmonter cet obstacle par une discussion élevant le niveau politique et un travail acharné où se vérifient les positions prises. Mais le fonctionnement normal a rencontré des obstacles si grands dans l'hétérogénéité qu'à chaque pas, dans chaque organisme, les divergences ont risqué d'arrêter la vie de l'organisation.

LES MINORITES DANS LA LIGUE

Dans la Ligue, la majorité de la C.E. a été combattue par :

1° Les camarades du groupe juif attribuant les responsabilités des difficultés présentes aux méthodes de tel ou tel camarade ;

2° Le camarade Treint qui met en cause la formation de la Ligue et attribue les responsabilités des difficultés présentes à la politique suivie.

a) Les positions du groupe juif

Les camarades du groupe juif, non seulement n'ont pas apporté le moindre argument à l'appui de leur thèse, mais ont montré l'absence la plus grande des notions communistes d'organisation les plus élémentaires, le groupe juif fonctionnant comme groupe « national » et non comme groupe de travail, cherchant des appuis nationaux pour mener sa lutte fractionnelle, retirant certains de ses membres de la C.E. nommée par la conférence nationale de la Ligue, abandonnant ses positions du jour au lendemain pour combattre celui-ci ou celui-là. Alors qu'il existait des divergences politiques dans le groupe juif, malgré les points de vue centristes qu'ils défendaient, certains de ses membres, comme Félix et Emile, étaient soutenus par les autres membres du groupe, uniquement dans le but de s'opposer à la

majorité de la C.E. En ce qui concerne les positions politiques défendues par les camarades Emile et Félix, il suffit de rappeler :

1° Leurs positions sur la question de l'unité syndicale qui, tout en s'affirmant en faveur de celle-ci, soit la rejetaient pour une période où la C.G.T.U. aurait l'avantage du nombre, soit la subordonnaient à des conditions qui la rendaient irréalisable. De cette façon, ils adoptaient des positions antiunitaires proches de celles des centristes.

2° Sur la question de la situation en Allemagne, influencés par la disproportion entre les tâches de l'opposition de gauche et sa force numérique, ils sous-estimaient les possibilités de l'opposition de gauche et son rôle décisif. Au contraire, impressionnés par la force numérique du Parti, ils surestimaient la fraction centriste. La conséquence de leur appréciation erronée était un amenuisement de la lutte contre le centrisme stalinien en estompant les divergences profondes qui nous séparent de lui.

L'activité de la fraction sans principe qu'a constituée le groupe juif a été une des plus importantes causes des difficultés présentes de la Ligue communiste. La solution réside dans le fonctionnement normal du groupe juif comme groupe de travail parmi les ouvriers de langue juive et dans la dislocation de la fraction sans principes et du groupe politique qu'il a prétendu être.

b) Les positions du camarade Treint

Le camarade Treint estime que le point de départ de la Ligue est faux, que nous sommes partis sans avoir éclairci les principaux problèmes politiques, que la politique que nous avons suivie a été erronée, que tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant est voué au néant et qu'il faut en venir à ses positions, en particulier en ce qui concerne nos rapports de fraction vis-à-vis du Parti dirigé par la fraction centriste.

Le camarade Treint a divisé schématiquement la Ligue en oppositionnels de gauche authentiques et en liquidateurs entre lesquels il fallait se prononcer et a prétendu enfermer toutes les divergences dans ce schéma. La majorité de la C.E. a refusé de prendre en considération cette division de la Ligue, estimant que chez certains camarades — du groupe juif en particulier — les positions prises découlaient d'une orientation politique très imprécise qui a permis ainsi à des considérations personnelles à l'égard de camarades de la direction de jouer un rôle important dans leurs déterminations. La majorité de la C.E. a estimé qu'il ne pouvait y avoir de discussions profitables à l'organisation que dans la mesure où un travail effectif serait réalisé par chacun des membres de l'organisation et que dans l'organisation existerait une discipline d'action rigoureuse. Le camarade Treint qui faisait découler toutes les positions d'organisation fausses du groupe juif d'une conception politique étrangère à l'opposition de gauche a pris,

lorsque la C.E. a repoussé son point de vue, des positions d'organisation étrangères aux principes communistes d'organisation qui sont ceux de l'opposition de gauche.

Le camarade Treint a refusé de participer à la rédaction en commun d'un document pour le Congrès du Parti, d'écrire des articles pour *la Vérité*, de prendre la parole pour la Ligue dans des réunions publiques, en un mot d'apporter un travail effectif pour l'organisation. Le camarade Treint a agi comme s'il n'avait rien de commun avec la majorité de la C.E. et était étranger à l'opposition de gauche, sous le prétexte que tant que la Ligue n'adopterait pas une politique claire (la sienne, sous-entendu) il ne pourrait y avoir une discipline véritable.

Comme position politique, le camarade Treint transformant les principes communistes, le centrisme en des abstractions, confondant la fraction centriste dirigeante avec le Parti, considère les Partis comme étant de simples « organisations révolutionnaires » n'ayant rien de commun avec le communisme; par conséquent que les Partis ne sont plus des Partis communistes. Il n'en tire nullement la conclusion logique de créer un véritable Parti : il en déduit la formule générale « lutter pour arracher les Partis au centrisme » qui couvre chez lui, sous la plus grande intransigeance purement verbale vis-à-vis du centrisme stalinien, une tolérance et une bienveillance envers ses adversaires avant que soit précisée leur orientation.

Ceci rappelé pour dégager les positions véritables du camarade Treint et du groupe juif, la C.E. rappelle ses conceptions sur : 1° la formation et le développement de l'opposition de gauche; 2° les rapports de la fraction vis-à-vis du Parti.

NOTRE POSITION SUR LA FORMATION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION

La formation et le développement de la Ligue comme la formation et le développement de l'opposition de gauche internationale sont inséparables.

a) En France

A la formation de la Ligue, nous avons rompu avec « Contre le Courant », qui voulait établir au préalable une « plate-forme ». A ce moment, les groupes se revendiquant de l'opposition de gauche en France étaient agonisants, ne menaient aucune activité. Une « plate-forme » n'aurait pu être qu'un travail abstrait et sa discussion se serait éternisée sans faire de progrès; aucun élément concret n'étant fourni par l'action. A ce moment, a été opéré un regroupement de camarades se revendiquant d'un minimum, des critères généraux de l'opposition de gauche, pour faire paraître *La Vérité* et constituer

une section de l'opposition de gauche en France (1). Il était évident que dans ce regroupement si hétérogène, des divergences devaient se produire. Comme elles se produiraient non dans l'abstraction, mais sur la base d'une expérience réelle, les regroupements qui en résulteraient auraient par conséquent alors une signification véritable.

b) Dans l'Internationale

Pour l'opposition de gauche internationale on trouve un processus analogue. A divers moments, des initiatives furent prises par quelques camarades pour passer d'une étape à l'autre. Comme toute organisation se formant, l'opposition de gauche ne pouvait éviter ce procès de développement. Naturellement, chacune de ces initiatives contenait en elle dès l'origine des contradictions qui devaient se développer dans la vie des organisations et qui, à une période ultérieure, constituaient des obstacles à surmonter, par les méthodes d'organisation correspondant au stade du développement envisagé. De même que le noyau groupé pour faire *La Vérité* prit l'initiative de créer un groupe de l'opposition à Paris autour du journal; qu'ultérieurement ce groupe, tenant compte de l'existence de liaisons avec la province, prit l'initiative de créer la Ligue communiste et de préparer une Conférence nationale; de même dans l'opposition internationale, un premier Bureau international fut créé à la suite d'une réunion de camarades de différents pays tenue à Paris, plus tard sur la proposition d'un certain nombre de camarades fut créé par referendum des sections le Secrétariat international et par voie de referendum ont été modifiées la constitution et les tâches du Secrétariat international à différentes époques.

Le développement de l'opposition de gauche est encore insuffisant, les expériences des différentes sections et des membres dans chacune de ces sections ne sont pas encore nombreuses et surtout suffisamment assimilables par tous. Mais c'était la seule voie possible pour l'opposition de gauche d'exister, de se former et de grandir. L'élaboration *a priori* d'une plate-forme en dehors de toute expérience ne pouvait pas se faire, car elle eût tout simplement signifié la mort de l'organisme qui se serait livré à pareille tâche.

c) Les bordiguistes et l'opposition internationale

Une section dans l'opposition de gauche s'est ouvertement dressée contre ce processus de formation et s'est d'ailleurs à peu près systématiquement opposée

(1) Ce regroupement n'ayant pas été aussi large que nous le voulions, le camarade Treint ayant été écarté de façon sectaire par la majorité à ce moment, nous avons fait le maximum d'efforts pour réparer ce que nous estimions une faute et faire participer Treint à notre travail.

à toutes les positions essentielles de l'opposition de gauche, c'est la fraction de gauche italienne (bordiguistes). Cette fraction se maintenant toujours sur les thèses de Rome condamnées autrefois par l'I.C., persiste dans sa compréhension fautive du front unique limité aux organisations syndicales et dans sa conception schématique de la formation du Parti qu'elle veut transporter dans l'opposition de gauche. La fraction de gauche a montré dans les dernières années que, chez elle, les formules dominaient la réalité, que dans toute sa lutte idéologique, elle a agi en se détachant chaque jour davantage de l'opposition de gauche. Toutes ses critiques pédantes sur l'opposition de gauche dont le développement contradictoire se poursuit au grand jour lui servent seulement à couvrir sa fossilisation et sa stérilité politiques.

Sur une décision de la C. E.

En ce qui concerne plus particulièrement la Ligue, son développement avait permis la tenue d'une Conférence nationale. Les débats avaient certes montré toutes les faiblesses, toutes les insuffisances de l'organisation. Mais tous les délégués y avaient affirmé leur confiance dans l'organisation qu'ils créaient d'une façon définitive, ils avaient adopté un certain nombre de règles d'organisation. Il en résultait que, bien que les problèmes politiques n'aient pas été traités de la façon qui convenait, tous les membres de l'organisation devaient respecter ces règles, dont la première était d'accepter la discipline de l'organisation, de reconnaître les organismes régulièrement nommés et non pas, comme l'ont fait aussi bien le groupe juif que Treint, de dénier tout droit à la C. E. chaque fois qu'elle prenait une décision qui ne leur plaisait pas. La C. E. a commis une grave faute quand, une majorité ayant suivi le camarade Treint, elle décida de ne prendre aucune sanction pour indiscipline tant que la discussion se poursuivait. Dans toute organisation communiste, la discussion doit se poursuivre sans cesse, mais à aucun moment la discipline dans l'action et le respect des rapports d'organisation ne doivent faire défaut sans mettre en cause la vie de l'organisation. La C. E. est revenue sur sa décision, mais de façon tout à fait insuffisante jusqu'à présent.

Parti et fraction

Sous la pression des classes hostiles au prolétariat et dans une période de reflux révolutionnaire, la direction du Parti russe abandonna une politique marxiste et présenta ses abandons et ses capitulations devant l'ennemi de classe comme des victoires. La politique suivie par le parti russe, parti dirigeant de l'I.C., entraîna dans celle-ci une politique fautive liée à celle du parti russe. Au bout de quelques années, la direction de l'I.C. et de ses sections se trouva entre les mains d'une fraction dirigée par Staline. Agissant sur la base matérielle des conquêtes d'Octobre, de la dictature du prolétariat, cette fraction trouvait son appui social le plus important dans la bureaucratie du parti, de l'Etat et de ses

institutions ouvrières, suivit une politique centriste, zigzaguant sous la pression des classes adverses, oscillant entre l'opportunisme (années 1926-27, révolution chinoise, comité anglo-russe, « paysans, enrichissez-vous ! ») et l'aventurisme (troisième période), semant la confusion et la désorganisation la plus grande dans les P.C. et la classe ouvrière.

La fraction stalinienne a, au cours de son développement, donné à sa politique fausse une base théorique au moyen des théories antimarxistes, réactionnaires du « socialisme dans un seul pays » et du « social-fascisme ».

Pour faire adopter par les partis communistes sa politique fausse et ses théories antimarxistes, la fraction stalinienne a corrompu le régime du parti, remplacé le centralisme démocratique par un centralisme bureaucratique, déformé la discussion en une « autocritique » à laquelle la politique de l'I.C. et son sommet échappent.

L'abandon de principes marxistes par la fraction dirigeante de l'I.C., l'adoption par elle de théories réactionnaires et le régime actuel des P.C. ne permettant pas de redresser ceux-ci par les voies régulières de l'organisation, *nécessitent et justifient l'organisation d'une lutte permanente et organisée contre le centrisme.*

La fraction stalinienne a pu triompher dans une période de reflux du mouvement révolutionnaire, quand la combativité des ouvriers (y compris ceux du parti) diminuait. La bureaucratie sur qui s'appuyait la fraction stalinienne a altéré des notions nombreuses du communisme, exercé une pression considérable sur la classe ouvrière, elle a entraîné le parti dans des voies fausses, elle n'a cependant pas pu jusqu'à présent sortir du terrain de la dictature du prolétariat sur lequel elle évoluait. Elle a dilapidé une grande partie des conquêtes d'Octobre et des premières années de la Révolution, mais elle n'a pas suivi une ligne conséquente contre le prolétariat dont la pression a continué à s'exercer par la base ouvrière des P.C., d'une façon atténuée et anormale, pression suffisamment forte pour obliger la fraction centriste à opérer des « tournants », mais trop faible pour replacer l'I.C. dans la voie suivie par ses premiers congrès.

Mener la lutte contre la fraction centriste pour guider et canaliser cette pression élémentaire de la base ouvrière qui grandira au fur et à mesure que la classe ouvrière cessera de reculer devant la bourgeoisie et lui résistera, la transformer en une action consciente et vigoureuse, redresser l'I. C. et ses sections qui, malgré toute la fausse politique centriste, le discrédit qu'elle leur a valu et la désorganisation dans laquelle elle les a mises, restent dans le monde le pôle révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses laborieuses en lutte contre la bourgeoisie, telle est la tâche présente qui justifie un travail fractionnel systématique et organisé dans l'I.C.

Contre la politique et le régime staliniens dans les partis et l'I.C. s'est dressée l'opposition de gauche, autour du camarade Trotsky, d'abord en U.R.S.S., puis dans les autres sections de l'I.C. L'opposition de gauche a lutté au sein de l'I.C. et des P.C. jusqu'à ce qu'en 1927 la fraction stalinienne parvint à l'exclure. Depuis ce moment, l'opposition de gauche continue de lutter à la fois hors du parti et au sein du parti.

L'exclusion de la fraction de gauche de l'I.C. ne pouvait nullement justifier la création d'un nouveau parti. Les rapports de la fraction de gauche avec les P.C. dirigés par la fraction stalinienne ne dépendent pas des mesures administratives formelles prises à son égard, mais des rapports politiques existant entre les partis et la classe ouvrière. Ce n'est que si le développement de la politique stalinienne au cours des luttes de la classe ouvrière, entraînait l'I.C. à des actes historiques marquant une rupture décisive et irrémédiable avec les intérêts historiques du prolétariat (comme ce fut par exemple le cas en 1914 pour la II^e Internationale) que se poserait la tâche de créer un nouveau parti.

L'exclusion de la fraction de gauche de l'I.C. ne modifie pas notre position de principe vis-à-vis des partis ; elle modifie seulement la forme de notre activité. Au lieu de pouvoir lutter au sein des partis, l'opposition est amenée, pour influencer les partis et déplacer leur cours politique, à agir à la fois directement sur leurs membres et indirectement sur la classe ouvrière. *Ce qui est déterminant, c'est le contenu de notre action*, qui est essentiellement variable suivant les situations, les rapports de force, les régions, etc.

Quelques règles générales peuvent être formulées. D'une façon générale dans le rapport actuel des forces en France l'opposition de gauche se livre à des manifestations publiques par tracts, affiches, réunions, pour appeler la base du parti à y soutenir les points de vue que nous préconisons, pour faire exercer une pression ouvrière afin de modifier le cours du parti (exemples : campagne sur l'Espagne, sur l'Allemagne). Pour certaines circonstances et dans un certain rapport de forces, il n'est pas exclu de briser la discipline formelle du parti. Ainsi, il serait très souhaitable que l'opposition de gauche en Allemagne soit assez forte pour amener les organisations du parti à réaliser dans une ville ou une région importante une expérience de front unique qui serait ainsi, au moment où chaque ouvrier cherche comment lutter contre le fascisme, d'une influence beaucoup plus grande que la meilleure démonstration doctrinale.

Dans le mouvement syndical, à l'heure actuelle en France, l'opposition de gauche doit par ses fractions défendre son programme, combattre la majorité confédérale. Mais elle ne doit à aucun moment permettre que dans cette lutte soit effacé ce qui la sépare d'une manière bien plus profonde des minorités de tous genres, syndicalistes, etc. La création par la Ligue d'une minorité syndicale comme l'O. U. est par principe condamnable. Des actions concertées avec d'autres fractions du mouvement syndical sont

au contraire tout à fait possibles quand ces fractions représentent des formations centristes s'orientant vers nous. Toutefois, dans la situation présente, il n'existe pas de fraction avec qui nous puissions travailler dans ce sens.

Dans les campagnes électorales, l'opposition de gauche appuie la candidature du parti tout en affirmant ses divergences, en particulier, en ce qui concerne la tactique dite « classe contre classe ».

Dans les manifestations, journées, etc., décidées par le parti, tout en luttant au préalable pour le triomphe de nos mots d'ordre et de nos méthodes quand ils diffèrent de ceux donnés par la direction du parti, nous agissons avec discipline dans l'action aux côtés des membres du parti.

L'opposition de gauche lutte en particulier pour sa réintégration au sein du parti et est à chaque instant à la disposition du parti. En aucun cas, ni une réintégration d'un camarade ou d'un groupe de camarades, ni la mise à la disposition du parti ne peuvent se produire au prix d'une capitulation, d'une « reconnaissance d'erreurs » quelconque, d'un abandon de nos positions. Une réintégration ne peut être envisagée qu'avec le droit de défendre sans restrictions tous nos points de vue.

PERSPECTIVES ET TÂCHES DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Le développement de la crise mondiale a mis en avant le rôle décisif des facteurs politiques pour en déterminer l'issue et, en premier lieu, le rôle que peut jouer l'I.C. pour résoudre la crise dans le sens de la révolution prolétarienne victorieuse. Mais par suite de la politique centriste actuellement suivie par elle, l'I.C. non seulement n'a pas exploité les situations révolutionnaires existantes, mais elle a permis à la bourgeoisie de manœuvrer sur son terrain, de gagner du temps et de renforcer ses moyens de gouvernement au détriment de la classe ouvrière. Carence de l'I.C. en Espagne lors de grands mouvements révolutionnaires, carence de l'I.C. lors d'une faillite éclatante du gouvernement travailliste, carence lors de l'agression japonaise en Chine, confusion, erreur et impuissance en Allemagne en face de la montée fasciste, telles sont les grandes lignes du bilan de la fraction stalinienne dans les pays capitalistes, au moment même où elle est aux prises avec les plus grandes difficultés en U.R.S.S.

La disproportion grandissante, criante entre les nécessités et les possibilités révolutionnaires d'une part, et l'activité réelle, la capacité de l'I.C. d'autre part, ne peut manquer de faire percer une crise d'une ampleur d'autant plus grande qu'elle risque de se produire au moment où des batailles décisives se dérouleront. Les récents échecs électoraux, ceux d'Allemagne en premier lieu, et ceux de France également, auront inévitablement une répercussion considérable dans l'I.C. et hâteront le développement de la crise qui mûrit actuellement.

La situation se développe donc d'une façon favo-

nable pour faire pénétrer et triompher les points de vue de l'opposition de gauche au sein des P.C. et de la classe ouvrière. Nombre de militants du parti n'ont plus actuellement confiance dans la politique suivie. Les tournants de 1930 et 1931 ont remplacé les schémas de la troisième période par des notions confuses et contradictoires. Toutefois, jusqu'à présent aucun courant tant soit peu précis ne s'est manifesté dans aucune des sections de l'I.C. La bureaucratie dirigeante a réussi momentanément à en empêcher la formation en renforçant le régime de terreur dans l'organisation. Ses mesures ont abouti d'autant plus facilement que l'opposition de gauche a manifesté de grandes faiblesses, en particulier dans le domaine de l'organisation. En 1927, les échecs en Angleterre et en Chine déterminèrent une poussée oppositionnelle dans l'I.C. A ce moment, il est vrai, l'opposition était encore dans le parti et la corruption de l'appareil moins grande. Mais actuellement malgré l'exclusion du parti et la corruption formidable de l'appareil, le fait que l'existence même de l'I.C. et de l'U.R.S.S. est en cause constitue un élément essentiel pour notre développement dans l'I.C. Il est certain que le fait que l'organisation de l'opposition, par suite de ses tâtonnements politiques et de nombreuses crises traversées, n'a pas constitué jusqu'à présent un pôle d'attraction suffisamment fort pour transformer le mécontentement des membres du parti en une lutte ouverte pour la politique qu'elle préconise.

Se fortifier politiquement et organiquement est la tâche première de l'opposition pour que la crise du parti ne se résolve pas au profit des droitières et de la social-démocratie. *Par une délimitation claire et précise des éléments que la période de reflux a amenés dans nos rangs, séduits par notre critique de la politique stalinienne mais qui ne manifestent pas la volonté ou s'avèrent incapables de faire pénétrer d'une façon persévérante nos idées dans le parti et la classe ouvrière et tendent ainsi à réduire l'opposition à une secte, par des positions claires sur les questions essentielles du mouvement ouvrier, en mettant en avant les solutions hardies, précises qui conviennent aux étapes importantes par lesquelles passe le mouvement révolutionnaire, l'opposition de gauche sera en mesure de remplir sa tâche.*

Nous insistons sur le fait qu'une des conditions essentielles de l'appartenance à l'opposition de gauche est l'activité pratique. Ceci qui est déjà vrai d'une façon générale pour le P.C. l'est encore beaucoup plus pour l'opposition de gauche. Par le nombre de ses adhérents, le P.C. peut englober sans trop de dangers un certain nombre d'adhérents peu actifs. Par contre, pour l'opposition de gauche qui, pendant un temps assez long pour certains pays, restera comme tendance une organisation numériquement faible de cadres, où les tâches sont extrêmement nombreuses, tout adhérent « honoraire » pèse considérablement sur la force politique de toute l'organisation. Aussi le recrutement de l'opposition doit-il être très rigoureux. L'opposition ne peut, sans courir des dangers mortels, se laisser diluer en un groupement d'amis de l'opposition.

En conclusion, nous proposons :

RESOLUTION

1. — La C.E. élargie repousse les positions politiques défendues par le groupe juif sur la question de l'unité syndicale et sur les problèmes de la révolution allemande (résolution Emile Félix) et celles défendues par le camarade Treint qui, confondant le parti avec la fraction centriste, nie qu'il existe des partis communistes.

2. — Etant donné les conditions dans lesquelles a vécu la région parisienne et qui ont empêché les débats de se produire normalement, la C.E. élargie reconnaît que les divergences n'ont pu être réglées correctement, mais la C.E. élargie souligne que l'existence de ces divergences ne peut permettre de briser la discipline indispensable pour assurer l'existence de l'organisation.

3. — La C.E. élargie déclare incompatible avec les principes communistes d'organisation qui sont à la base de la Ligue communiste les points de vue de la résolution d'organisation Marc-Treint (1), points de vue qui équivalaient purement et simplement à supprimer l'opposition de gauche et à faire de l'organisation un agrégat hétérogène de groupes et

d'individus sans responsabilité et sans force politique et déclare que toute action indisciplinée dans le sens des positions condamnées par la C.E. élargie entraînera les sanctions de l'organisation.

4. — La C.E. élargie rappelle au groupe juif qu'il n'est qu'un groupe de travail dont les tâches ont été définies à la conférence nationale et que le maintien de son activité comme groupe politique serait incompatible avec l'appartenance à la Ligue.

5. — Dans le groupe de Paris trop de camarades agissent d'une façon mortelle pour l'organisation, ne visant nullement à faire progresser la Ligue, mais cherchant à mettre en échec aussi souvent que possible la C.E., prêts pour cela à toutes les combines, à tous les compromis, le comité régional a été depuis la conférence nationale le terrain élu de ces éléments irresponsables.

La C.E. élargie en conséquence charge la C.E. de reformer et de diriger momentanément la région parisienne sur la base de l'observation des règles d'organisation et l'acceptation des décisions prises par la conférence nationale et la C.E. élargie.

6. — La C.E. élargie charge la C.E. de poursuivre un plan de travail et les débats politiques afin de préparer par une activité méthodique une seconde conférence nationale de la Ligue.

(1) Nous rappelons ces points de vue :

1. Le statut provisoire de la Ligue doit s'inspirer des considérations suivantes :

a) Assurer le contrôle effectif de la Ligue et de tous ses organismes par les diverses fractions et tendances ;

b) Ne pas imposer aux membres d'une tendance en minorité la défense publique du point de vue

de la majorité sur les questions de principe en litige ;

c) Créer dans tous les organes publiés par la Ligue une tribune de discussion ouverte à toutes les tendances ;

d) Exiger la discipline la plus stricte pour exécuter les décisions prises sur la base des principes communs aux diverses tendances.

Grèce

Au moment où la tactique des manifestations combattives continue...

LES DEVOIRS DE NOTRE ORGANISATION

Durant toute la période de sa vie politique, l'organisation des bolcheviks-léninistes, section grecque de l'Opposition de Gauche Internationale, a mené une critique violente de la politique catastrophique et des mots d'ordre de la « Troisième Période ». Elle a contribué par cela, avec toute l'O.G.I., à l'abandon de ces mots d'ordre que le centrisme stalinien a remplacés par des mots d'ordre aussi nuisibles. Cependant, le stalinisme, dans le tournant de son aventurisme extrémiste de la troisième période à l'économisme vulgaire, pour des raisons de prestige de la bureaucratie, en même temps qu'il essaie de rejeter les responsabilités de la politique criminelle de la grève politique et l'abandon total

de la lutte syndicale des ouvriers sur les employés qui ont dirigé le parti et qui n'étaient que des exécutants fidèles des ordres de la bureaucratie stalinienne, continue la tactique funeste des manifestations combattives suivant le calendrier staliniste. D'où découle cette tactique qui a causé et continue de causer tant de catastrophes au mouvement communiste international, et quelle est sa relation avec la politique qui est dictée par le marxisme révolutionnaire, la politique du léninisme ? Elle découle directement du stalinisme et elle est justement le contraire de la politique du marxisme et du léninisme.

Dans la préface de l'édition américaine de la *Révolution Permanente*, le camarade Trotsky démontre que le stalinisme, en même temps qu'il a construit la théorie antimarxiste du « socialisme

dans un seul pays», en déformant la théorie du développement inégal des divers pays capitalistes, ignore cette même théorie lorsqu'il s'agit de définir la tactique des partis de l'I.C. dans les divers pays capitalistes. Sans prendre en considération les éléments concrets et les caractéristiques spécifiques que chaque pays présente dans son développement, nous ne pouvons établir notre plateforme politique et formuler les mots d'ordre concrets qui découlent et correspondent aux conditions générales et particulières.

Sur la base de ce critère, nous avons condamné et avons combattu les mots d'ordre mécaniques antimarxistes et stéréotypés pour tous les pays de la 3^e période, tant la grève politique abstraite que les manifestations combatives dégradantes et destructives du mouvement communiste international. En faisant une critique véhémente, nous avons participé à ces manifestations et nous avons montré de la façon la plus tangible et la plus convaincante que notre critique n'est pas une critique académique, littéraire et stérile.

OPPOSITION ET PARTI

Notre participation à ces manifestations a donné sans doute des bénéfices importants au mouvement communiste de notre pays. Elle a été l'occasion de vives discussions avec les membres du parti sur la valeur et les profits de la tactique des manifestations combatives et a démontré d'une façon tangible et manifeste, aux membres du parti, l'héroïsme et la combativité de nos camarades.

Le rôle de l'opposition n'est, en aucune manière, formel et mécanique. L'opposition, formant la fraction la plus saine du Parti, a les responsabilités les plus grandes vis-à-vis de la classe ouvrière. Cela lui impose de combattre, avec vigueur et décision, la politique erronée et les mots d'ordre justes et de suivre la tactique qui est la plus efficace pour obliger le stalinisme à abandonner sa tactique destructive. La tactique de notre organisation jusqu'à ce jour dans la question des manifestations combatives a eu comme résultat la compréhension indubitable de la part de tous les communistes de notre pays de la fragilité pourrie des mots d'ordre des «manifestations combatives» et des conséquences destructives de cette tactique pour le mouvement communiste.

Tous les membres du Parti qui pensent encore ont compris déjà que n'a rien de commun avec le léninisme la réunion des membres des organisations communistes sous forme de manifestations combatives sur la base du calendrier. L'expérience de ces manifestations combatives a démontré clairement qu'il est impossible qu'y participent de larges couches ouvrières, qu'elles ne sont autre chose que l'occasion admirable de la part de la police pour isoler les communistes et qu'il est donné ainsi à celle-ci l'occasion de porter des coups très graves au mouvement communiste, en mettant chaque fois hors de combat des dizaines de cadres et militants du mouvement communiste. Nous ne pouvons pas

mener la lutte contre le capitalisme, dans la période actuelle, sans avoir des victimes chaque jour, sans perdre chaque jour une quantité de nos militants et de nos cadres dans cette lutte. Que le communisme ne puisse pas être réduit sans la terreur, mais qu'il triomphera finalement, cela ne constitue pas une manifestation de fanatisme ou de foi, mais, comme l'expérience de la Révolution russe l'a confirmé, le résultat d'une politique communiste juste, qui exige que les communistes combinent la lutte pour la libération de la classe ouvrière avec la lutte des revendications quotidiennes des ouvriers, à s'unir continuellement avec les couches de la classe ouvrière, dans la lutte des revendications quotidiennes des ouvriers, à s'unir, à fusionner avec elles en les soulevant contre le capitalisme. Voilà la politique communiste juste. L'organisation des bolcheviks-léninistes prenant en considération le rapport des forces organisées assumerait de lourdes responsabilités si elle continuait à se borner seulement à la critique de la bureaucratie stalinienne, en la renforçant, en même temps, par sa participation aux «manifestations combatives», dans son œuvre néfaste. Elle a le devoir d'aider les membres du Parti dans leur lutte contre la bureaucratie, d'intensifier sa pression pour l'abandon de la tactique destructive des «manifestations combatives». Les membres du Parti qui comprennent la catastrophe qui est faite avec ces manifestations inutiles et stupides doivent, de la façon la plus énergique, encourager notre effort, empêcher la perte injustifiable de tant de forces dont le mouvement ouvrier a besoin chaque jour. Les bolcheviks-léninistes ne prendront pas part à ces manifestations combatives.

Il est temps de mettre fin à la livraison criminelle à la police des meilleurs communistes. Il est temps d'arrêter cette crise de folie, qui est dite politique, des «manifestations combatives».

Notre organisation ne serait pas à la hauteur de ses devoirs révolutionnaires si elle n'avait le courage de donner un coup décisif à cette politique, coup duquel des bénéfices peuvent seulement résulter pour le mouvement communiste de notre pays. Cela ne signifie nullement que l'opposition ne continuera pas l'application du front uni et ne luttera pas pour sa réalisation malgré la volonté des bureaucrates dirigeants du Parti. Le front uni est une arme des plus efficaces contre la politique destructive du stalinisme et pour le progrès sûr et positif du mouvement communiste. Cette tactique ne s'appliquera pas d'une façon aveugle et mécanique, mais en poursuivant l'utilité réelle du mouvement communiste et non l'encouragement de l'activité destructive du stalinisme.

L'organisation des ouvriers inorganisés, la conduite des chômeurs dans la lutte quotidienne pour leurs revendications, voilà le champ d'action et le rôle des militants et des cadres. C'est seulement en organisant leurs luttes quotidiennes et en guidant le prolétariat dans ces luttes que nous réussirons à mobiliser les grandes masses ouvrières et à les conduire à de grandes luttes pour s'emparer du pouvoir politique.

Sur la théorie de la révolution permanente

E. Bauer

Nous publions ci-dessous, pour étudier la théorie de la révolution permanente, des matériaux qui ont été rédigés par nos camarades de Saxe. Nos lecteurs y trouveront un guide précieux pour aborder avec profit l'œuvre de notre camarade Trotsky sur cette question.

La théorie de la révolution permanente posée par Marx et construite et appliquée par Trotsky est une application de la formule générale de la « Révolution » ou de la « Révolution mondiale » à des cas déterminés de la lutte de classes. Comme l'essence du marxisme consiste à remplacer les méthodes d'examen et d'action générales et schématiques (dites logique formelle) par celles de cas définis, concrets, de leurs rapports et des contradictions en résultant (matérialiste-dialectique), cette théorie est un exemple instructif de mode de raisonnement marxiste.

La théorie de la Révolution permanente répond d'abord à la question : *Dans les pays arriérés* (dans la période de l'impérialisme), nous trouvons-nous devant une révolution bourgeoise ou une révolution prolétarienne ?

Cette question a été posée de façon pratique dans l'année 1905 au prolétariat russe. Comme particulièrement sur ce cas, beaucoup de mensonges ont été colportés par les stalinistes, il nous faut procéder avec précision, documents en main.

A cette époque, douze ans avant la Révolution d'Octobre, alors que les socialistes occidentaux avaient « oublié » l'enseignement de Karl Marx sur la dictature du prolétariat et que tous en Russie (y compris Staline) attendaient la république démocratique, le camarade Trotsky répondit à la question par la théorie de la révolution permanente, c'est-à-dire qu'il dit : « La Russie arrive plus tôt que les pays avancés à la dictature du prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie. » (*La Révolution permanente*, page 85.)

Pourquoi ? *L'économie mondiale*, dont la Russie n'est qu'une partie, se trouve devant la révolution socialiste. Les tâches de la Révolution en Russie sont, il est vrai, bourgeoises, démocratiques (libération des paysans, question nationale, etc.), mais elles ne peuvent être réalisées que sous la direction du prolétariat qui, de son côté, devra passer et passera, sans interruption (permanent), aux actes socialistes (expropriation de la grande industrie, etc.). « De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société » (*Révolution permanente*, p. 35). *C'est là la première permanence de la Révolution.*

Mais pourquoi donc seulement le prolétariat peut-il conduire la révolution bourgeoise ?

Pour l'expliquer, Trotsky entreprit une analyse des véritables rapports de classes :

1° La bourgeoisie était très faible, sous tous les rapports. Le capitalisme n'était pas enraciné, mais importé. Elle voulait une révolution et était prête à tout compromis et à toute trahison avec le tsar et les hobereaux qu'elle craignait d'exproprier parce qu'elle craignait pour sa propre propriété.

« Seul le Parti qui a derrière lui les masses révolutionnaires des villes et qui ne se laisse pas freiner par la crainte pieuse de la propriété bourgeoise pour secouer vigoureusement la propriété féodale, peut, à présent comme dans le passé, s'appuyer sur la paysannerie. » (Trotsky, « 1905 ».)

2° La paysannerie n'est pas capable de se libérer elle-même, de jouer un rôle politique indépendant entre la bourgeoisie et le prolétariat. Toute l'expérience historique démontre cela.

3° « L'industrie la plus concentrée sur la base de l'agriculture la plus arriérée de l'Europe, c'est-à-dire que l'influence du prolétariat numériquement déjà grande (1897 : industrie privée, 3,3 millions ; prolétariat en général : 9,3 millions, avec ceux qui s'y rattachent 27 % de l'ensemble de la population) se renforce par le fait qu'il se trouve dans les grandes usines (en 1900, 38,5 % des ouvriers russes, soit 710.000 hommes, se trouvaient dans des entreprises employant plus de 1.000 ouvriers, tandis qu'en Allemagne seulement 10 %, soit 562.000 hommes [voir « 1905 »].)

En outre, les chemins de fer sont dans ces mains qui alors, en Russie, décidaient politiquement et militairement.

Comment répondaient les mencheviks (réformistes) à la question ?

Ils déduisaient des tâches bourgeoises de la révolution qu'à cause de cela c'est la bourgeoisie (les libéraux) qui devait la conduire. La tâche du prolétariat eût été d'aider les libéraux et de se soumettre à eux. C'est proprement, toujours et partout la politique réformiste. Ils étaient et ils sont, et avec eux les droitières (Asiaticus, Roy, etc.), les adversaires les plus acharnés de la théorie de la révolution permanente que Staline appelle une « déviation social-démocrate ». A eux, Trotsky disait : « Toutefois, une chose est certaine et sans condition : la définition pure et simple de la révolution russe comme révolution bourgeoise n'implique point le caractère de son développement inté-

rieur et ne signifie nullement que le prolétariat devra adopter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise, en sa qualité d'unique prétendant légal au pouvoir d'Etat. » (« 1905 ».)

Quelle était la réponse des bolcheviks (Lénine) en 1905 à cette question ?

Ils étaient eux aussi contre la direction des libéraux traîtres, contre la politique menchevique. Mais ils considéraient possible un rôle indépendant des paysans et alors ils pensaient qu'une révolution socialiste était impossible. C'est pourquoi ils créèrent le mot d'ordre de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » que Lénine même abandonna en 1917 (Œuvres XX, pages 131-133, édition allemande) en faveur de la « dictature du prolétariat » mais que Staline a inclus dans son programme.

Trotsky écrivait à ce propos, en 1905 : « Il est tout à fait évident que le prolétariat remplit sa mission en s'appuyant, comme le fit jadis la bourgeoisie, sur la paysannerie et sur la petite bourgeoisie. Le prolétariat dirige la campagne, l'entraîne dans le mouvement, l'intéresse au succès de ses plans, mais c'est toujours lui qui reste le chef. Ce n'est pas la dictature du prolétariat et de la paysannerie, mais la dictature du prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie. Son travail ne se limite pas naturellement aux cadres de l'Etat. Par la logique de sa situation, il est entraîné immédiatement dans l'arène internationale. » (Trotsky, « 1905 ».)

L'histoire a démontré que Trotsky, sur cette question, avait eu raison. Nombreux sont les mensonges répandus pour cacher cette vérité. Par exemple, Staline qui est capable de dire deux mensonges dans le temps d'une aspiration, écrit : « Nous ne voulons pas nous arrêter sur la position prise par le camarade Trotsky en 1905, où il a simplement oublié la paysannerie comme force révolutionnaire, et lance le mot d'ordre : « A bas le tsar ! Vive le gouvernement ouvrier ! », c'est-à-dire le mot d'ordre d'une révolution sans les paysans. » (Questions du léninisme.) Ce qu'il faut dire, c'est que le camarade Trotsky n'a jamais et nulle part posé le mot d'ordre : « A bas le tsar ! Vive le gouvernement ouvrier ! » En ce qui concerne l'oubli de la paysannerie par Trotsky, il suffit d'une citation parmi cent autres dans l'année 1905 : « Organiser le village et se lier avec lui, se souder étroitement à l'armée, s'armer, telles sont les conséquences simples et grandes dictées par les luttes d'Octobre et par la victoire d'Octobre du prolétariat. » (Trotsky, nov. 1905. « 1905 », page 82.)

Le second grand reproche contre Trotsky est qu'il n'aurait pas « vu », qu'il aurait voulu « sauter » par-dessus la révolution bourgeoise. Nous apportons deux citations de la même époque :

« Selon ses tâches directes et immédiates, la Révolution russe est une révolution « bourgeoise » parce qu'elle aspire à la libération de la société bourgeoise des chaînes de l'absolutisme. Mais la force motrice de cette révolution est le prolétariat et c'est pourquoi, par sa méthode, elle est une révolution prolétarienne. » (« 1905 », page 45.)

« La victoire complète de la révolution signifie

la victoire du prolétariat. Cette dernière signifie, à son tour, la continuité ininterrompue de la révolution. Le prolétariat accomplit les tâches fondamentales de la démocratie, et la logique de sa lutte directe pour l'affermissement de sa domination politique fait surgir devant lui à un moment donné des problèmes purement socialistes. Une continuité révolutionnaire s'établit ainsi entre le programme minimum et le programme maximum. Ce n'est pas un seul coup, ce n'est pas un jour ou un mois : c'est toute une époque historique et il serait absurde d'en définir, d'en déterminer la durée à l'avance. » (Trotsky, « 1905 » ; voir « Révolution permanente », page 24.)

Après la destruction complète des accusations « fondamentales », on comprend clairement la raison pour laquelle Lénine, qui n'était pas un partisan de la révolution permanente, non seulement ne désavoua pas l'activité pratique de Trotsky comme président du premier soviet de Pétrograd en 1905, mais le soutint. La raison en est que la révolution permanente n'est pas essentiellement étrangère au léninisme qui, plus tard, s'est rencontré avec elle sur la même ligne. Le léninisme était essentiellement étranger, et c'est la différence fondamentale au conciliationnisme de Trotsky. Mais, dans ce sens, le soi-disant « trotskysme » de Trotsky est aujourd'hui un double mensonge.

1° La « théorie de la révolution permanente » est identique avec l'ensemble de la politique de Lénine, spécialement dans la Révolution d'Octobre.

2° Trotsky n'a pas seulement rejeté le conciliationnisme, mais il a lutté seul contre le conciliationnisme de Staline en Chine (Tchang-Kaï-Shek), en Russie (koulaks), en Angleterre (Purcell), etc., de la même façon qu'il représente la ligne bolchevique dans toutes les questions (socialisme dans un seul pays) contre Staline.

A la question qui concerne la première partie essentielle de la théorie de la révolution permanente, la réponse a été donnée en Russie par l'histoire. Tout de même elle reste une question très importante pour l'Internationale Communiste, car les pays arriérés de l'Occident, comme l'Espagne, etc., sont devant le même problème. La direction centriste de l'Internationale Communiste a causé un lourd préjudice à la révolution par une politique correspondante à celle des mencheviks en 1905, par son attachement à la formule ancienne de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », par exemple en Chine. C'est seulement en posant la question de la Révolution d'Octobre, c'est-à-dire de la révolution permanente qu'on peut aboutir à la victoire.

Quelle est la deuxième partie principale de la théorie de la Révolution permanente ?

Après la prise du pouvoir aura lieu une transformation continue (permanente) de la société vers le socialisme. C'est-à-dire, avant tout, la lutte de classe sera poursuivie au village.

« L'abolition du servage rencontrera l'appui de toute la paysannerie comme couche opprimée. L'impôt progressif sur les revenus rencontrera l'appui d'une énorme majorité de la paysannerie. Mais

des mesures législatives pour le soutien du prolétariat agricole non seulement ne rencontreront pas la sympathie active de la collectivité, mais elles se heurteront à la résistance d'une minorité.

« Le prolétariat sera obligé de porter la lutte de classe au village et de heurter de cette manière cette communauté d'intérêts qui, sans doute, existe dans l'ensemble de la paysannerie même, si ce n'est qu'entre des limites relativement étroites. Le prolétariat sera obligé, dans les moments ultérieurs de sa domination, de chercher un appui dans les contradictions d'intérêts entre les paysans pauvres et les paysans riches du village, entre le prolétariat agricole et la bourgeoisie agraire. » (Trotsky, voir « Révolution 1906 », page 255.)

Sur cette question, Lénine écrit dans son livre « Le renégat Kautsky », presque littéralement la même chose :

« Et il advint ce que nous avions prévu. Le cours de la révolution a confirmé la justesse de nos arguments. D'abord avec « l'ensemble » de la paysannerie contre la monarchie, les propriétaires fonciers, le moyen âge (et de cette façon, la révolution reste révolution bourgeoise-démocratique). Après, avec les paysans les plus pauvres, les semi-propriétaires, avec tous les exploités, contre le capitalisme, y compris les paysans riches, les usuriers, les spéculateurs (et alors la révolution devient socialiste). »

La justesse de la seconde partie principale de la théorie de la révolution permanente a été démontrée par le processus de la collectivisation et de l'industrialisation. La lutte contre la révolution permanente servit à Staline de 1923 à 1928 comme prétexte pour sa politique favorable aux koulaks.

Quelle est la troisième partie principale de la théorie de la révolution permanente ?

La révolution prolétarienne russe ne doit pas s'arrêter dans un seul pays ; elle n'a seulement un sens que comme partie de la révolution mondiale. Celle-ci lui est indispensable. Si la révolution en Occident n'est pas permanente dans le sens inter-

national, nous n'aurons pas seulement le socialisme dans un seul pays, mais la Russie soviétique serait perdue.

Cette opinion n'était pas seulement celle de Trotsky, mais aussi celle de Lénine qui, au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, déclara : « Nous avons compris que, sans l'appui de la révolution mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne serait impossible. Nous y avons pensé déjà avant la révolution et aussi après : Ou la révolution dans les autres pays, dans les pays capitalistes les plus développés, viendra tout de suite, ou au moins dans un très bref délai, ou nous bérirons. » (Procès-verbaux.)

Cette partie de la révolution permanente qui repousse le « socialisme dans un seul pays », « la révolution populaire dans un pays, etc. », est aujourd'hui la plus actuelle pour nous.

Une application pratique de cette théorie est le mot d'ordre des « États-Unis soviétiques d'Europe » adopté par l'Internationale Communiste en 1923.

Pour finir, la citation principale de Marx sur la révolution permanente qui est très peu connue :

« Pendant que les démocrates petits-bourgeois voudraient amener rapidement la révolution à sa fin et en réalisant au maximum les exigences suivantes : autre régime d'impôts, crédits, constitutions, chute du féodalisme, augmentation des salaires, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution *permanente* jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes soient chassées du pouvoir, que le pouvoir d'Etat soit conquis par les prolétaires et l'association des prolétaires non seulement dans un pays, mais dans tous les pays prédominants, soit si avancée que la concurrence des prolétaires de ces pays ait cessé et qu'au moins les forces productives décisives soient concentrées dans les mains des prolétaires. » (Discours aux organes centraux, mars 1850.)

Ici, dans toutes les trois questions principales, il n'y a pas de différences fondamentales.

Erratum

Dans l'étude de Rakovsky parue dans le numéro précédent s'est glissée une coquille. A la page 6, 2^e colonne, au lieu de « Le concret a passé à côté de la vie », il faut lire « Le Congrès a passé... »

Sur un mot d'ordre

Discussion

Le contrôle ouvrier de la collaboration économique avec l'U. R. S. S.

L'opposition de gauche a repris le mot d'ordre lancé par Trotsky de la collaboration économique avec la Russie. Mot d'ordre ayant en vue le rassemblement des masses ouvrières pour lutter contre le chômage et l'aide aux ouvriers soviétiques pour réaliser le plan quinquennal.

Il est évident aujourd'hui, même pour les bourgeois les plus bornés, que le marché russe constitue un énorme débouché et, à ce titre, bien peu sont adversaires de relations commerciales avec la première république des travailleurs.

Par contre, combien d'ouvriers français, aujourd'hui chômeurs complets ou partiels, ne soupçonnent pas la possibilité de limitation du chômage par le fait d'une collaboration économique étroite entre la France et la Russie. La presse officielle du Parti volontairement se tait sur ce point. Quant à l'opposition si, de temps en temps, elle rappelle ce mot d'ordre, c'est d'une façon tout à fait épisodique et non avec cette obstination du marteau qui frappe sur le même clou jusqu'à ce qu'il soit bien enfoncé.

Et, cependant, combien ce mot d'ordre est favorablement accueilli parmi les travailleurs, même non chômeurs.

Dans ma région ostréicole (Marennes-Oléron), où la crise économique se répercute sur la vente de nos huîtres, combien de marins et d'ostréiculteurs n'ai-je pas intéressés par cette possibilité d'amélioration grâce à la collaboration économique.

Dans le journal régional du parti, *le Travailleur du Centre* du 31 octobre dernier (ce doit être la première fois qu'un organe du parti insère un article favorable à la collaboration économique !...), j'écrivais ceci :

« ...Il n'y aura plus de chômage quand le capitalisme sera supprimé.

« Mais aujourd'hui, il existe. L'ostréiculture s'en ressentira. Déjà l'hiver dernier, aussitôt les fêtes, l'expédition dégringola rapidement. La campagne fut virtuellement terminée le 1^{er} janvier.

« Cette année, le chômage s'est intensifié. Le début de la campagne, favorisé par une température plutôt froide, par l'afflux d'étrangers attirés par l'Exposition coloniale, s'annonce bien.

« Il est à craindre que lorsque les premiers froids se feront sentir, en plus de l'augmentation du chômage saisonnier habituel, il y aura les dépenses supplémentaires qu'entraîne l'hiver dans tous les foyers ouvriers.

« Il y aurait cependant un moyen de réduire ce chômage, de faire reprendre l'activité dans les usines.

« C'est celui de la collaboration économique avec la Russie des Soviets.

« Les Russes ont établi un plan d'industrialisation pour cinq ans qui donnera à leur industrie un essor prodigieux. Dans leurs données, ils ont prévu l'achat d'un grand nombre de machines ou de produits dans les pays capitalistes.

« Ils achètent en Allemagne, en Suède, en Angleterre. Ils viennent de passer un traité avec l'Italie pour 300 millions d'achats.

« Ils voudraient également faire des achats en France et disent au gouvernement français : « Nous avons du bois, du pétrole, du lin, du blé à exporter. En France, ces produits sont chers. Nous sommes prêts à vous en fournir pour 300, 400, 500 millions. Nous ne voulons pas un sou. En échange, vos usines nous fourniront pour 300, 400, 500 millions, de locomotives, de tracteurs, d'automobiles, de produits industriels. Vos ouvriers chôment, vous pouvez ainsi les faire travailler et chasser de leur maison la hantise de la famine ».

« Notre gouvernement, par haine du pays où les travailleurs se gouvernent eux-mêmes, refuse. Les partis politiques, tous, préfèrent voir des familles françaises dans la misère que d'accepter ces propositions, car elles permettraient au régime soviétique de se renforcer.

« Et le parti socialiste est en tête pour clamer des cris de mort contre la République russe.

« Et les ouvriers chôment, demandent du travail, de ce travail que les Russes proposent.

« Qu'ils réfléchissent ! Qu'ils demandent l'établissement des relations économiques avec la Russie contre la volonté des partis réactionnaires, contre la volonté du parti socialiste. »

Outre cet article, quelques semaines auparavant je n'avais pas manqué, lors des réunions pour l'élection du mutin d'Oléron Dancla de commenter devant les auditoires ce même mot d'ordre.

Partout les travailleurs, qu'ils soient ou non touchés directement par le chômage, font et feront un accueil favorable à ceux qui leur apportent des moyens concrets d'amélioration.

Ce mot d'ordre de l'opposition de gauche peut mettre les masses en mouvement économiquement d'abord, politiquement ensuite.

Quoi qu'il soit arbitraire de démarquer ainsi la part de l'activité sur le plan économique et celle sur le plan politique, il n'en reste pas moins vrai que le premier stade de l'action des masses pour la collaboration n'aura pas un caractère exclusif de classe. Une partie des couches de la bourgeoisie

sera d'accord avec les masses pour obtenir le même résultat.

Le véritable caractère politique de cette action ne percera que lors de son développement ultérieur contre ces alliés bourgeois du début.

Je m'explique :

La *Révolution prolétarienne* d'octobre reproduit des extraits d'un article de « *Je Suis Partout* » du 12 septembre indiquant la visite de dix gros capitalistes au ministre du Commerce Rollin, « *venant le remercier d'avoir engagé des négociations avec la Russie pour le rétablissement des relations commerciales entre les deux pays.* »

« *Je suis Partout* » ajoute :

« Les Américains ont beaucoup vendu aux Soviétiques. En échange de leurs marchandises, ils ont des traites. Jusqu'à présent, des banques anglaises les leur escomptaient. Aujourd'hui, elles se dérobent. Ils se sont donc tournés vers Paris. Mais à Paris on leur a objecté qu'il existait des fabriques de fausses traites soviétiques et que l'on ne voulait pas s'exposer à négocier du papier truqué dans ces officines. Qu'à cela ne tienne ! Il est entendu que les traites soviétiques seront authentifiées par la signature d'une banque française et que cette signature, si elle n'en garantit pas la bonne foi, les rendra du moins négociables. Et c'est ainsi que s'introduit en France le papier soviétique. Pour chaque traite escomptée, il y a 25 % de commission. L'histoire a été dévoilée tout au long par les *Débats*. Il n'y manquait que le nom de la banque. Le voici : c'est la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. »

Sans rechercher si tous ces détails sont l'expression de la pure vérité, ils montrent l'existence d'un courant dans la bourgeoisie parallèle à celui que nous voulons créer parmi les rangs des travailleurs.

Et c'est alors que se fait la distinction profonde de notre but en spécifiant : *collaboration économique sous le contrôle des organisations prolétariennes*.

Dans sa brochure « *Les problèmes de la Révolution allemande* », Trotsky développe sa pensée dans une « *lettre aux camarades* » sur le contrôle ouvrier de la production.

« Les ouvriers ont le contrôle, dit-il. Cela signifie que la propriété et le droit de commandement restent aux mains des capitalistes. »

« Le contrôle ouvrier n'est donc réalisable qu'à la condition d'un changement brutal du rapport des forces au désavantage de la bourgeoisie et de son Etat. »

« *Engagé sur la voie du contrôle de la production, le prolétariat sera inévitablement poussé à la prise du pouvoir et des moyens de production.* »

C'est bien là, en effet, ce que les communistes entendent par contrôle ouvrier de la production et non le renouvellement des expériences de collaboration « *entre les sommets des syndicats et les organisations capitalistes.* »

La situation critique de l'Allemagne peut permettre la popularisation rapide du mot d'ordre de la « *collaboration économique avec l'U.R.S.S. sous le contrôle des organisations prolétariennes* », surtout avec le passé historique des conseils d'usine qui existent déjà.

Mais, en France ?...

La Conférence nationale a voté la thèse politique où le même mot d'ordre est inclus. Les conversations que j'ai eues avec des camarades de la direction, un camarade belge, d'autres délégués m'ont fourni la preuve que la plus grande confusion régnait dans les esprits sur cette précision du « *contrôle ouvrier* ». On considérait cette formule comme cette autre du « *gouvernement ouvrier* » d'une façon très vague, abstraite, jamais réalisée.

Trotsky nous expose au contraire que, pour un temps plus ou moins long, le contrôle peut exister (Allemagne.)

A mon avis, j'estime, en France, que nous devons non pas diviser le mot d'ordre en deux parties distinctes, mais insister différemment sur chacune. D'abord la collaboration. Elle est urgente pour la réalisation du plan quinquennal et pour la lutte contre le chômage. Insister sur tous les avantages qu'elle donnerait à la classe ouvrière en indiquant à grands traits cependant la contre-partie : avantages aux capitalistes de notre pays, leur renforcement relatif.

Puis, dès que la collaboration serait acquise, mettre en première ligne le mot d'ordre du contrôle prolétarien en prenant pour bases les super-bénéfices (les 25 % de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*), trafics sur la qualité, etc... Bref, l'agitation politique de classe faisant comprendre au travailleur qu'il sera dupe tant qu'il n'aura pas en mains les moyens de production.

A chaque époque son mot d'ordre.

Comment cette « *division du travail* » sera-t-elle accueillie par les camarades de la Ligue Communiste ? Je souhaite qu'une discussion s'engage au plus tôt sur cette importante question.

1931.

P. COURDAVAULT.

Critique des Revues

Communisme et social-démocratie

"RÉVOLTE"

Révolte (1), qui se flatte d'être une « revue de jeunes » reproduit, dans son numéro de mai 1932, un long article de Kautsky sur son thème favori : « Communisme et social-démocratie ». Le but de cet article est de démontrer pourquoi, face à la montée hitlérienne en Allemagne, il serait nécessaire d'établir un front cohérent entre communistes et social-démocrates, car les uns comme les autres sont également menacés par le fascisme, et pourquoi ce front cohérent est actuellement impossible.

L'auteur prend comme départ le fait que Trotsky « lui-même » a reconnu combien est insensée la tactique actuelle du Parti communiste allemand qui voit « dans la social-démocratie son pire ennemi, qu'il faut commencer par vaincre avant de s'en prendre aux gens de Hitler ». Ensuite il pose le problème : « N'y a-t-il pas, entre communistes et social-démocrates, un malentendu malheureux ? » Et après avoir constaté que les communistes, « comme nous autres, social-démocrates, sont un parti prolétarien », que « l'affranchissement du prolétariat par l'instauration d'une société socialiste nous est commun » et que « commun est le fondement théorique de nos luttes en action », il arrive à la première conclusion un peu inattendue que voici : « Ils (les communistes) ne nous combattent que parce qu'ils interprètent Marx autrement que nous, mais ils sont obligés de l'interpréter autrement pour trouver des arguments contre nous. » Une fois les communistes classés de la sorte, hors du marxisme, non sans leur avoir collé une patente de mauvaise foi, Kautsky s'étend pour démontrer ce qu'il appelle le « caractère du marxisme », pour en déduire que, tandis que les pré-marxistes arrivaient nécessairement à la division des travailleurs, « Marx et Engels attachèrent du prix à les unir, non à ajouter une secte marxiste à d'autres sectes ». Pour mieux faire avaler sa boisson douceuse, Kautsky « oublie » à ce propos soit les principes sur lesquels Marx et Engels s'appuyaient pour unir les travailleurs, soit la lutte inlassable, quoique modifiée selon les circonstances, qu'ils ont menée contre les proudhoniens, contre les blanquistes, contre les bakouniniens, et il « oublie » aussi ce « petit » document qui s'appelle « Critique du Programme de Gotha », et l'attitude que Marx et Engels adoptèrent à propos de la fusion des eisenachiens avec les lassalliens.

C'est en « oubliant » tout cela que Kautsky peut se permettre de passer outre et de s'en prendre à Lénine. Car, pour Kautsky, la cause des causes de

tous les maux qui affligent aujourd'hui le prolétariat est « Vladimir Oulianov, plus connu sous son nom de guerre de Lénine ». La social-démocratie de Russie, qui s'était, aux dires de Kautsky, organisée démocratiquement, « conformément aux conceptions de Marx », a été mise sens dessus-dessous par Lénine qui voulait instaurer la dictature dans le Parti. Ce que Kautsky appelle « dictature », n'était, comme on sait, que l'organisation du Parti sur la base du centralisme démocratique, mais cela ne compte pas. Ce qui compte, c'est que Kautsky, le « marxiste » Kautsky, ne donne de cette volonté de dictature la moindre explication. Kautsky se limite à des lieux communs comme le suivant : « le dictateur est, comme dieu des monothéistes, un dieu extrêmement jaloux. Il ne tolère aucun autre dieu à côté de lui ». Pourtant, les lieux communs ne peuvent décemment tenir la place d'une explication marxiste. Mais Kautsky est obligé de se servir des premiers et d'éviter la seconde, car, dans le cas contraire, il ne pourrait se soustraire de partager lui aussi... la volonté de dictature de Lénine. Plus que toute divagation théorique, a de valeur ici l'expérience historique elle-même. Et cette expérience nous démontre que justement le Parti forgé par Lénine a été le seul à surmonter victorieusement l'épreuve, non seulement au cours de l'activité illégale d'avant la révolution, mais au cours des tempêtes de la Révolution et de la guerre. Cette expérience démontre que l'articulation que les bolcheviks donnèrent au Parti correspondait fondamentalement aux nécessités réelles de la lutte du prolétariat contre le régime tsariste d'abord, contre tous ses autres adversaires ensuite. A la lumière de cette expérience, quelle valeur peut-on donner aux « arguments » de Kautsky sur la dictature qui conduit fatalement à la division et sur la déchéance intellectuelle et morale du Parti engendré par la dictature ?

Kautsky trouve que la « dictature » instaurée par Lénine dans le Parti avait déterminé, dès avant la Révolution, l'appauvrissement intellectuel du Parti lui-même, avait gêné le progrès intellectuel de la classe ouvrière et déterminé au sein de celle-ci la division durable et son affaiblissement. Mais tout cela, ce n'est rien en comparaison de ce qui arriva au cours de la Révolution ! Encore une fois Kautsky ne nous explique pas comment il se fait que ce Parti, « appauvri intellectuellement », réussit, au fur et à mesure que la Révolution progresse, à arracher les ouvriers à l'influence des mencheviks, à gagner la majorité aux élections des soviets et à s'emparer du pouvoir. Kautsky ne nous explique pas non plus pourquoi les bolcheviks, après avoir réclamé la Constituante, l'ont dissoute par la force. Il ne trouve d'explication à tout cela que dans la volonté

(1) Revue mensuelle d'éducation et d'action socialistes.

de dictature de Lénine! Piètre argument qui démontre encore une fois la rupture définitive de Kautsky d'avec le marxisme et son incapacité à s'orienter à la lumière des faits les plus évidents. Également dépourvu de toute base concrète est le roman que Kautsky écrit sur le paradis dont la Constituante aurait régalié le prolétariat et les paysans russes si la perfidie bolchevique ne l'avait pas dissoute à coups de canon. La chose est beaucoup plus simple. Si la Constituante n'avait pas été dissoute, elle aurait dévoré les bolcheviks et avec eux la dictature du prolétariat qui venait de commencer. Le pouvoir serait resté à la bourgeoisie qui s'en serait servi, n'en déplaise à Kautsky, contre le prolétariat et contre les paysans. Le fait que la majorité de la Constituante était composée par d'autres socialistes ne signifiait nullement qu'elle pouvait servir les intérêts du prolétariat et de la paysannerie, mais signifie que la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers devaient dominer au moyen des « autres socialistes » et au moyen de la Constituante. Disperser la Constituante a signifié briser aux mains des classes adverses du prolétariat et de la paysannerie un puissant moyen de rassemblement et d'agitation, faciliter la révolution agraire et conserver le pouvoir au prolétariat.

Après une dissertation d'une vingtaine de pages, Kautsky se rappelle que le problème qu'il devait discuter, c'était celui de « l'unité de combat entre social-démocrates et communistes ». Il repose le problème et il le résout en tout juste seize lignes. « Une telle communauté de combat, écrit Kautsky, n'est même pas en question pour les communistes officiels... L'idée de dictature interdit toute coopération avec des partis qui ont une prétention à l'égalité des droits. » Et il ajoute : « Trotsky lui-même n'aurait pu être gagné à l'idée d'une politique de coalition de ce genre (la politique de l'unité de combat) tant qu'il participait à la dictature. »

Nous avons ici un autre exemple de la manière dont Kautsky pose les problèmes et en parle. En falsifiant la position des communistes, il prétend que c'est l'idée de dictature qui empêche la réalisation du front unique. On ne pourrait être plus « kautskyen » dans ce domaine! Kautsky connaît très bien la position des plus grands bolcheviks dans ce domaine. Il sait très bien que Lénine et Trotsky, même aux moments les plus tragiques de la Révolution et quand la lutte contre les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks était la plus âpre, ont été partisans de la politique du front unique. Pour réaliser ce front unique, ils n'ont jamais prétendu imposer la dictature de leur parti sur les autres, mais ils ont exigé l'engagement réel des autres partis dans la lutte pour les objectifs qui conditionnaient le front unique et la pleine indépendance des partis dans tous les domaines qui ne formaient à un moment donné l'objet du front unique. Ce qui est bien différent que de vouloir imposer aux autres partis sa propre dictature!

*
**

L'article de Kautsky, écrit au mois de février 1932, nous confirme un Kautsky philistin tel que le pro-

létariat révolutionnaire le connaît depuis longtemps. Sous le masque de l'exactitude historique, il fausse sournoisement tous les problèmes ou il passe à côté d'eux. C'est un vieux pédant malin qui tente de se venger de la réalité historique en lui opposant les déchets de son histoire. Aussi, en cela, Kautsky est bien le représentant de la social-démocratie internationale et spécialement de la social-démocratie allemande (1).

"EUROPE" (N^{os} 109, 110, 111, 113)

Malgré l'intérêt incontestable de la riche matière de ces quatre mois de la revue *Europe*, il faut reconnaître qu'on n'y trouve que peu d'éléments de la réalité vivante européenne et mondiale, dont elle prétend exprimer les besoins, les exigences nouvelles et indiquer les nouvelles solutions. En effet, toute la matière de ces numéros, ainsi que de tant d'autres, est le miroir de ce qu'on aime appeler « la pensée d'Europe », pensée qui consiste en une tendance, en une aspiration à l'universalité ne surpassant pas les limites d'un état d'âme, incapable de se changer en conscience et de se faire volonté et action. C'est en ceci après tout la fonction utile d'*Europe* : qu'elle modifie sympathiquement les couches moyennes et intellectuelles (auxquelles surtout elle s'adresse) en les rapprochant, par la voie du sentiment (par la voie de l'art), à la classe ouvrière, à la seule force « universelle » à l'époque présente, capable de réaliser une véritable « unité du monde » depuis l'usine jusqu'au camp de la culture.

Les problèmes dont *Europe* s'occupe particulièrement dans les quatre numéros en question tournent autour de cet axe : la « civilité » capitaliste a vécu ; elle n'est plus capable de satisfaire aux besoins de l'humanité. Guerre ou révolution : voilà le dilemme qui incombe sur l'humanité. Quelle sera la place des intellectuels ? Et comment sortir le monde d'une telle crise ?

(Suite dans le prochain numéro.)

(1) Dans une note au bas de son article, Kautsky apporte un démenti formel aux calomnies répandues par un M. Heinrich Zeil dans *L'attaque*, journal « souterrain » de Berlin. Selon ces calomnies, Kautsky aurait bombardé de lettres Trotsky pour le solliciter d'intervenir en faveur d'un front unique communiste-social-démocrate contre le national-socialisme. Un certain Alfred Adler serait parti pour la Turquie pour confirmer ces lettres. Le démenti va aussi aux *Isvestia* de Moscou qui s'étaient empressées de reproduire la fable de *L'attaque* pour souligner la « trahison de Trotsky envers le communisme ».

Ce que pense Léon Trotsky de la « littérature prolétarienne »

Discussion

Maurice PARIJANINE

Parijanine, qui traduit en français les principales œuvres de Trotsky, nous a transmis les notes suivantes que nous publions volontiers. La « littérature prolétarienne » étant un sujet controversé actuellement, nous ne manquerons, dans les prochains numéros, de publier des extraits du livre de Trotsky « Littérature et Révolution », qui n'a pas encore été publié en français, où cette question est étudiée à la lumière du marxisme.

Je compte publier prochainement dans *Les Humbles* une relation complète des entretiens que Trotsky a bien voulu m'accorder au sujet de la culture et de la littérature dite « prolétariennes ».

Ces conversations présentent d'autant plus d'intérêt que Trotsky, soucieux de formuler exactement sa pensée, m'a remis un certain nombre de déclarations écrites sur lesquelles je dois me guider.

*
**

On sait que le problème d'une littérature, ou, plus généralement, d'une culture « prolétarienne », a été posé à maintes reprises dans les milieux socialistes et communistes.

Depuis quelques années, en France et dans d'autres pays, la discussion de ce problème a suscité une mode. Ainsi l'a voulu la doctrine officielle de ceux qui dirigent présentement l'Union Soviétique. Parmi les plus curieuses « présentations » du film, il faut noter le jeu des « rabcors » sélectionnés par le P. C. F.; il faut mentionner l'épidémie « barbussiste » et la grande tournée de *Monde* dans la société des braves petits-bourgeois pacifistes; il faut voir également le travail ridicule de la Conférence de Karkhov, aujourd'hui — enfin ! — désavoué par le C. C. de l'U. R. S. S.

Les bavardages sur la littérature « prolétarienne » n'en continuent pas moins. Telle grande revue de gauche a pris, nous dit-elle, « position » si résolument (et dans le sens du « populisme », bien entendu) qu'elle ne saurait enregistrer une opinion marxiste comme celle de Trotsky, de crainte de paraître avoir « changé d'opinion ». Le rédacteur en chef de cette revue connaît maintenant le déplaisir de devoir ignorer un jugement implacable qui ruine une partie de l'idéologie des écrivains bourgeois animés de vives sympathies pour le prolétariat. D'autre part, les surréalistes, insignifiante équipe de bourgeois qui se disent « révolutionnaires », se disputent actuellement entre eux au sujet des attitudes plus ou moins loyales que tel ou tel de leur milieu aurait adoptées à l'égard du surréalisme en général et de ce qu'ils appellent la « révolution » en particulier.

Ce spectacle n'a rien de triste. Le prolétariat peut s'en amuser une minute et il ne lui restera qu'à méditer, sérieusement, les déclarations de Léon Trotsky. En voici une qui est, je crois, la plus importante :

*
**

Il faut poser des conditions sur ce que l'on entendra par littérature prolétarienne. Des œuvres traitant de la vie de la classe ouvrière constituent une certaine partie de la littérature bourgeoise. Il suffit de rappeler *Germinal*. Il n'y a rien de changé dans l'affaire, même si de telles œuvres sont pénétrées de tendances socialistes et si leurs auteurs se trouvent issus du milieu de la classe ouvrière. Ceux qui parlent d'une littérature prolétarienne, l'opposant à la littérature bourgeoise, ont, évidemment, en vue non divers ouvrages, mais tout un ensemble de création artistique constituant un élément d'une nouvelle culture « prolétarienne ». Cela suppose que le prolétariat serait capable, en société capitaliste, de créer une nouvelle culture prolétarienne et une nouvelle littérature prolétarienne. Sans une grande montée culturelle du prolétariat, il est impossible de parler d'une culture et d'une littérature prolétariennes, car, en fin de compte, la culture est créée par les masses et non par

les individus. Si le capitalisme ouvrait au prolétariat de telles possibilités, il ne serait plus le capitalisme et il n'y aurait plus aucune raison de le renverser.

Dessiner le tableau d'une culture nouvelle, prolétarienne, dans les cadres du capitalisme, c'est être un utopiste réformiste, c'est estimer que le capitalisme ouvre des perspectives illimitées de perfectionnement.

La tâche du prolétariat n'est pas de créer une nouvelle culture au sein du capitalisme, mais bien de renverser le capitalisme pour une nouvelle culture. Bien entendu, certaines œuvres artistiques peuvent contribuer au mouvement révolutionnaire du prolétariat. Des ouvriers talentueux peuvent accéder au rang d'écrivains distingués. Mais, de ce point jusqu'à une « littérature prolétarienne », il y a encore très loin.

Dans les conditions du capitalisme, la tâche essentielle du prolétariat est la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir. Après cette conquête, la tâche est d'édifier une société socialiste et une culture socialiste. Je me souviens d'un court entretien avec Lénine, — un des derniers, — sur ces thèmes. Lénine me demandait avec insistance de me prononcer dans la presse contre Boukharine et autres théoriciens d'une « culture prolétarienne ». Dans cette causerie, il s'exprima à peu près exactement ainsi : « Dans la mesure où une culture est prolétarienne, ce n'est pas encore une culture. Dans la mesure où il existe une culture, elle n'est déjà plus prolétarienne. » Cette pensée est tout à fait claire : plus le prolétariat, monté au pouvoir, élève sa propre culture, plus celle-ci cesse d'être une culture prolétarienne, se résolvant en culture socialiste.

En U.R.S.S., la création d'une littérature prolétarienne est proclamée tâche officielle. D'autre part, on nous dit que l'U.R.S.S., au cours de la prochaine période quinquennale, se transformera en société sans classes. Mais dans une société sans classes, ce qui peut évidemment exister, c'est une littérature sans caractère de classe, donc non prolétarienne. Il est clair qu'ici le raccord des termes n'est point fait.

Au régime transitoire de l'U.R.S.S., répond jusqu'à un certain degré le rôle dirigeant des « compagnons de route » en littérature (1). La prépondérance des « compagnons de route » est encore facilitée par ce fait que le régime bureaucratique étouffe les tendances créatrices autonomes du prolétariat. On présente comme des modèles de littérature prolétarienne les ouvrages de « compagnons de route » moins doués, qui se distinguent par la souplesse de leur échine. Parmi les « compagnons de route », il existe un certain nombre de talents véritables, quoique non exempts de la maladie du ver rongeur...

La liquidation de la grossière tutelle mécanique exercée par la bureaucratie stalinienne sur toutes les formes de création spirituelle est la condition indispensable d'un rehaussement du niveau littéraire et culturel des jeunes éléments prolétariens en U.R.S.S. dans la voie de la culture socialiste.

*
*
*

Les conclusions sans doute inattendues que l'on vient de lire, inattendues pour ceux qui voudraient imposer au prolétariat certaines formes de la culture bourgeoise encore en « subsistance », inattendues aussi pour les prolétaires qui désirent improviser une culture nouvelle avant la Révolution, montrent que Trotsky se fait de la Révolution une conception puissante, largement éducatrice, intégralement réalisatrice, et qu'il n'entend point réduire à de pauvres éléments la culture humaine que les siècles ont préparée et que, sur de nouvelles bases, les travailleurs enrichiront.

(1) En U.R.S.S., l'on appelle « compagnons de route » des écrivains, généralement de condition moyenne ou bourgeoise, qui s'adaptent à l'œuvre du prolétariat révolutionnaire.

Compte
chèque postal :
P. FRANK 136-855

LA
LUTTE DE CLASSES
9, RUE DU TRANSVAAL (20°)

Abonnements :
pour un an - - **20 fr.**
pour 6 mois - - **10 »**
pour 3 mois - - **5 »**

**REVUE THÉORIQUE MENSUELLE
DE LA LIGUE COMMUNISTE**

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

LA VÉRITÉ

Compte chèque postal : P. FRANK 136-855

**JOURNAL BI-MENSUEL
DE LA LIGUE COMMUNISTE**

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

9, RUE DU TRANSVAAL-20°

Abonnements : pour un an 10 francs
pour 6 mois 5 francs pour 3 mois 3 francs

le foyer des Jeunes ouvriers

Permanences de 5" à 7"
Bibliothèque gratuite
Salle de lecture - distraction
Cours - Conférences



*sans théorie révolutionnaire,
par d'action révolutionnaire.*



Pour tous renseignements
s'adresser à

**MEICHLER, 9, rue du
Transvaal, Paris (20°)**

EUROPE

Revue Mensuelle

paraissant le 15 de chaque mois en fascicules de 152 pages in-8 carré
Le Numéro : France, 6 francs.



SOMMAIRE DU 15 JUIN 1932 :

JEAN-RICHARD BLOCH.....	<i>La Guerre qui est en nous.</i>
MIHALY BABITS	<i>Poèmes.</i>
JEAN GRENIER.....	<i>L'Ile de Pâques.</i>
MAXIME GORKI.....	<i>Avec qui êtes-vous, « maîtres de la culture ».</i>
DENISE FONTAINE	<i>Herbier.</i>
VICTOR-SERGE.....	<i>Naissance de notre Force (II).</i>

Notes de lectures de JEAN GUEHENNO
Chroniques, Notes, Chronique des idées et des faits.

LE 15 AVRIL 1932 « EUROPE » A PUBLIE UN

NUMÉRO SPÉCIAL

consacré à

GOETHE

avec la collaboration de

ROMAIN ROLLAND, JULES ROMAINS, JEAN-RICHARD BLOCH, ALAIN, PIERRE ABRAHAM, EMMANUEL
BERL, L.-C. BAUDOUIN, CHRISTIAN SÉNÉCHAL, THOMAS MANN, HERMANN HESSE, FRIEDRICK GUNDOLF,
PAUL AMANN, ALBERT SCHWERTZER, H. HECKER, LUCIEN PRICE, COSTIS PALAMAS,
HUGO VON HOFFMANSTHAL, BENEDETTO CROCE.

Demander numéro specimen aux Editions Rieder, 7, place Saint-Sulpice.